

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# QUATRIÈME INTERNATIONALE

6<sup>e</sup> Année

Vol. 6 - N<sup>o</sup> 6-7

## SOMMAIRE

- ◆ Les relations entre  
les Etats-Unis et l'U.R.S.S

Karl MARX

**JUIN 1848 EN FRANCE**

- ◆ A. SWABECK - Trois années de gouvernement travailliste.
- ◆ J.-P. MARTIN - La politique extérieure de la France.
- ◆ E. GERMAIN - De Prague à Rome.

Déclaration de

Natalie SEDOVA TROTSKY

sur un "testament" de Trotsky

- ◆ Thèse du groupe trotskyste de Palestine.

**JUIN - JUILLET 1948**



## SOMMAIRE

## EDITORIAL

Les relations entre les Etats-Unis et l'U. R. S. S. . . . . . 1

## NOTES EDITORIALES

Trois sursauts . . . . . 3

Le Congrès du Labour Party . . . . . 4

Les dollars amers de Washington . . . . . 6

## KARL MARX

La révolution de Juin 1848 en France . . . . . 8

ARNE SWABECK. — Trois années de gouvernement travail-  
liste . . . . . 9

J.-P. MARTIN. — La politique extérieure de la France . . . . . 17

E. GERMAIN. — De Prague à Rome . . . . . 23

## DOCUMENTS

Thèse du groupe trotskyste palestinien . . . . . 30

## NATALIE SEDOVA-TROTSKY

Déclaration sur un « testament » de Trotsky . . . . . 34

## CHRONIQUE DE L'U. R. S. S.

F. FOREST. — Staline, stratège militaire et théoricien de  
l'économie . . . . . 36

Nouvelles du mouvement ouvrier de l'Internationale . . . . . 38

H. VALLIN. — Les savants et la bombe atomique . . . . . 39

Prenez note du numéro de notre boîte postale :  
Mademoiselle Weill. Boîte postale N° 124, Paris-15<sup>e</sup>

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

# IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale

éditorial

## Les relations entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

LES décisions de la conférence de Londres sur l'Allemagne, la réforme monétaire dans les zones occidentales ainsi que la « bataille de Berlin » et la Conférence de Varsovie qui ont suivi, ont amené Washington et Moscou très près de la question cruciale de leurs relations, celle de l'Allemagne. En effet, par rapport à cette question qui domine de haut la situation européenne et même mondiale, tous les autres points de litige entre l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique apparaissent secondaires et incapables en eux-mêmes de déterminer une évolution décisive soit vers le compromis général immédiat, soit vers le conflit entre les deux puissances qui se partagent l'influence dans le monde d'après guerre.

Depuis 1947, c'est-à-dire depuis la doctrine Truman (mars 1947) et la proposition Marshall (juin 1947), la politique des Etats-Unis a évolué dans le sens suivant : Washington s'est engagé dans la voie de la mobilisation effective de ses forces économiques, militaires et diplomatiques en vue de contenir dans l'immédiat toute nouvelle poussée soviétique à l'Ouest hors du « rideau de fer » et de faire changer, dans un avenir rapproché, le rapport de forces en sa faveur, afin d'imposer ainsi à Moscou un compromis essentiellement favorable à Wall Street.

Les étapes de cette politique sont marquées par le regroupement du capitalisme européen occidental, réalisé grâce au plan Marshall, et les alliances militaires que Washington a impulsées et se propose d'appuyer même militairement (Propositions Vandenberg acceptées par le Congrès), par le programme de réarmement et les mesures de conscription adoptées aux Etats-Unis et par une politique allemande, fermement orientée vers le relèvement économique de l'Allemagne, sous contrôle américain, et par la création d'une Allemagne de l'Ouest, pivot de toute l'Europe occidentale.

Ceci est en effet un atout de taille dans le jeu de l'impérialisme américain. Le contrôle d'une Allemagne occidentale satellite est le gage le plus

sûr du contrôle de toute l'Europe occidentale et, en même temps, l'arme la plus puissante pour exercer une pression constante sur l'U. R. S. S. et les pays sous l'influence de Moscou.

Le Kremlin a répliqué à cette politique par une consolidation de son contrôle politique et économique sur les pays de sa zone d'influence et, depuis la création du Kominform, par un raidissement de l'opposition des partis communistes dans les pays capitalistes entrant dans l'orbite américaine, particulièrement dans les pays du Plan Marshall. La mise sous sa coupe de la Tchécoslovaquie lors des événements de février dernier acheva la consolidation du « bloc oriental » sous contrôle soviétique.

Le round suivant fut celui des élections italiennes dans lesquelles l'impérialisme américain, aidé par toute la réaction capitaliste italienne et internationale, a pesé de tout son poids et a fini par l'emporter. On a remarqué à cette occasion que le Kremlin évita de s'engager directement dans cette bataille qui se déroulait sur un terrain situé en dehors de sa propre zone d'influence et sur lequel il était dangereux de faire reculer Washington par la pression ou par la force.

C'est alors que sont intervenus les premiers sondages pour un compromis entre l'U. R. S. S. et les Etats-Unis, qui ont été rendus publics avec l'échange des notes entre Bedell Smith et Molotov en mai dernier.

Le compromis fut et reste toujours le but de la politique du Kremlin qui redoute la puissance de l'impérialisme américain à la tête du capitalisme international et craint, d'autre part, d'ouvrir les écluses de la combativité révolutionnaire du prolétariat mondial en appliquant une politique de classe et de préparation de la révolution socialiste conséquente. Washington, de son côté, malgré le sens général de sa politique qui s'inscrit dans une perspective de préparation à la guerre, n'a à aucun moment envisagé sérieusement un conflit immédiat avec l'U. R. S. S. et par conséquent ne songe pas à exclure tout compromis avec le Kremlin.

En effet, bien que condamné à lutter contre la menace de la crise économique par un renforcement constant du secteur de son économie de guerre et en général par une politique préparatoire à la guerre afin de maintenir et d'étendre sa pénétration dans le monde, l'impérialisme américain n'est actuellement ni acculé à l'impasse économique, ni stratégiquement préparé pour déclencher le conflit. Il n'est par conséquent pas impossible qu'il se montre lui aussi, ne fut-ce que pour un certain temps, disposé à négocier un compromis avec Moscou. Il faut tenir compte d'autre part de la campagne présidentielle aux Etats-Unis, du profond désir des masses américaines qui aspirent à la paix et que les politiciens des deux partis ne peuvent ignorer sans risquer de voir grossir dangereusement les rangs des mouvements d'opposition, tel que celui de Wallace.

Invité à montrer sa bonne volonté d'entente sur des « questions précises », Moscou s'est empressé de faire à Washington des avances directes ou indirectes. Depuis mai et l'« offensive de paix » déclenchée par le Kremlin, le ton « anti-américain » de la presse stalinienne s'est considérablement atténué. L'opposition au plan Marshall est devenue beaucoup plus nuancée. En France et en Italie, pays-clefs de l'Europe occidentale et du Plan Marshall, les incitations staliniennes à une agitation sociale, malgré l'échec manifeste de la politique gouvernementale de stabilisation des prix et malgré le mécontentement ouvrier, ne se manifestent que dans des mouvements revendicatifs sporadiques et limités. L'idée du Front Populaire apparaît directement dans la presse et les discours des leaders staliniens. En Grèce, point névralgique des rapports américano-soviétiques, Markos a fait des avances nettes

au gouvernement d'Athènes en vue d'une cessation de la guerre civile de la part des partisans qu'il contrôle ; cependant que la Bulgarie a exprimé officiellement son désir de renouer les relations diplomatiques avec la Grèce. D'autre part, l'U. R. S. S. a accepté de participer à une conférence convoquée en fin juillet pour régler la délicate question de la navigation danubienne.

Mais il reste la question allemande, pierre de touche de l'ensemble des rapports américano-soviétiques. Moscou souhaite en définitive un accord des « Quatre » sur l'Allemagne, accord qui comporterait la conclusion de la paix avec ce pays et son évacuation par les troupes d'occupation, pour que la pression de la force militaire américaine ne s'exerce pas d'une façon permanente au cœur de l'Europe et au voisinage immédiat de la zone soviétique et de l'U. R. S. S. même. Le Kremlin pense qu'une fois l'évacuation de l'Allemagne réalisée, c'est-à-dire le départ des troupes américaines de l'Europe effectué, il posséderait des atouts suffisants pour manœuvrer l'Allemagne à sa guise. Washington par contre poursuit naturellement l'objectif opposé qui consiste à intégrer l'Allemagne dans son espace économique et militaire, afin de faire pencher d'une façon décisive le rapport des forces en sa faveur. Les Etats-Unis ne peuvent atteindre cet objectif sans rester aussi longtemps en Allemagne qu'il sera nécessaire pour y consolider un régime « national » stable complètement à leur dévotion. Seule la réaction des masses allemandes elles-mêmes pourrait faire revenir Washington sur ces intentions.

Ainsi, un accord général à l'étape actuelle sur la question allemande paraît prématuré, comme le prouve la « bataille de Berlin » et l'attitude négative prise par les Alliés à l'égard des propositions de la Conférence de Varsovie. D'autre part, en l'absence d'un règlement décisif du problème allemand, tout accord entre Moscou et Washington restera limité et précaire.

Cependant, si la division de l'Allemagne, accentuée depuis la réforme monétaire et la création projetée d'un gouvernement allemand de l'Ouest, avec son inévitable pendant à l'Est, signifie que les Etats-Unis ne sont pas actuellement disposés à négocier un compromis général, la porte reste toujours ouverte à des accords partiels, y compris sur la question allemande, qui établiraient un MODUS VIVENDI entre Moscou et Washington, avant une explication plus décisive.

Moscou persistera à vouloir élargir tout compromis et n'hésitera pas, pour créer l'atmosphère de « bon voisinage » avec l'impérialisme américain, à renverser à nouveau la politique « gauchiste » imposée par le Kominform aux partis staliniens sur toutes les latitudes. Quant à l'attitude finale de Washington, il ne peut y avoir de doute à son sujet. L'impérialisme yankee est entraîné fatalement à la guerre et aucun compromis plus ou moins ample avec Moscou ne l'arrêtera en définitive dans cette course.

C'est pourquoi la seule politique réaliste du mouvement ouvrier consiste non à se subordonner aux manœuvres diplomatiques du Kremlin, admissibles dans les rapports d'Etat à Etat, mais à poursuivre une action autonome de classe en vue de prévenir la nouvelle guerre par le seul moyen possible, la révolution socialiste triomphante dans le monde.

## Trois sursauts

**A**U moment où l'offensive mondiale du Capital commence à se heurter de tout côté à une résistance plus acharnée des masses laborieuses, le prolétariat européen vient de montrer dans trois remarquables sursauts qu'il n'avait rien perdu de son potentiel de combat à la suite des très importants échecs de la fin de l'année dernière.

200.000 métallos BELGES ont tenu ferme pendant une semaine bien qu'il ait été impossible de leur distribuer des secours de grève ; et si le gouvernement a pu s'appuyer sur la bureaucratie syndicale pour imposer un compromis, le patronat qui voulait transformer cette grève en une épreuve de force a été à son tour obligé d'accepter un accord devant la menace d'une grève générale de toutes les corporations, pour laquelle s'étaient déjà prononcées d'importantes sections régionales de la Fédération Générale des Travailleurs Belges.

Le prolétariat ITALIEN a surmonté rapidement le désarroi provoqué par la défaite électorale et engagé une série de batailles importantes contre les licenciements. La menace du chômage reste l'arme la plus puissante de la bourgeoisie italienne contre les travailleurs, dans le cadre de la politique déflationniste suivie par le cabinet de Gasperi. Les grèves générales de Bologne, Turin et Milan, la grève générale de l'industrie alimentaire dans toute la péninsule, annoncent des combats de plus grande envergure encore vers lesquels converge également le mécontentement chronique des travailleurs agricoles et des paysans sans terre.

Enfin EN FRANCE qui reste pour le moment le pays décisif en Europe occidentale dans l'évolution des rapports de force entre les classes, les événements de Clermont-Ferrand et la grève générale d'une heure que la C. G. T. a déclenchée pour protester contre la répression anti-ouvrière ont clairement montré les énormes réserves de combativité dont dispose encore le prolétariat. Les événements de Clermont-Ferrand infligent un démenti cinglant à tous les petits-bourgeois désabusés qui ergotent sur le thème du « recul de la conscience de classe » prolétarienne. Voilà la première fois dans l'histoire que les travailleurs répondent à une attaque par bombes lacrymogènes par une contre-attaque mettant en jeu tous les moyens techniques dont dispose l'usine occupée (fonte, caoutchouc, liquides corrosifs). Après Marseille, après Saint-Etienne, la profonde volonté INSURRECTIONNELLE du prolétariat français vient encore une fois de rappeler brusquement aux révolutionnaires la nature de l'époque dans laquelle nous vivons.

Ainsi s'ouvre une perspective d'un nouveau développement de luttes sociales en Europe, qui part de luttes partielles pour des revendications limitées en s'élevant à des niveaux de plus en plus élevés. Pour que la classe ouvrière puisse engager ces combats avec l'ensemble de ses forces et surmonter les conséquences de ses échecs passés, une NOUVELLE DIRECTION doit se confirmer dans les usines qui parviendra effectivement, sur un programme de classe, à la RECONSTITUTION DE L'UNITE DU FRONT PROLETARIEN.

## Le Congrès du Labour Party

LE Congrès du Labour Party britannique qui s'est tenu au mois de mai a été marqué premièrement par la peur de la direction d'une critique hostile de la gauche et deuxièmement par un mécontentement et une résistance croissants des militants de base envers la tentative de la bureaucratie d'entraîner le parti à droite. Dans ce numéro, nous publions un article d'Arne Swabeck, paru dans la revue américaine « Fourth International » où se trouve analysé le développement du Labour Party jusqu'au début de cette année. Depuis lors, la polarisation s'y est accentuée. Au congrès de cette année, à l'ordre du jour se trouvaient plusieurs résolutions hostiles à la politique gouvernementale de blocage des salaires. Quelques-unes y étaient totalement opposées ; d'autres exigeaient à titre de garantie que les profits et les prix soient également contrôlés.

Dès l'ouverture du Congrès, les ministres eurent à répondre à une attaque contre leur politique qui avait coûté au parti des centaines de sièges aux dernières élections municipales et quelque 40.000 adhérents. Ces attaques furent suivies par une série de discours critiquant leur politique économique. Pour éviter un vote dangereux, l'Exécutif accepta une résolution qui approuvait la politique de blocage des salaires à condition que les profits et les prix soient également stabilisés.

Cette manœuvre fut caractéristique de la ligne de conduite dans tout le Congrès. La stratégie de la direction fut d'éviter si possible tout conflit et de prêcher la modération en vue des élections de 1950.

Deux autres questions furent surmontées de cette façon. Toute une série de résolutions critiquait la gestion des industries nationalisées et exigeait un contrôle plus strict de la part des ouvriers. Ces résolutions exprimaient la volonté incontestable de l'écrasante majorité de la classe ouvrière britannique d'une socialisation de l'industrie. Au cours des débats, cette volonté se manifesta dans presque tous les discours, malgré une certaine confusion, et la direction fut obligée de demander au congrès de transmettre la résolution au Comité Exécutif qui la prendrait en considération et des promesses explicites furent faites que cette résolution serait sérieusement réexaminée.

Le gouvernement voulait depuis un certain temps abandonner la promesse de nationaliser l'industrie sidérurgique, mais quelques résolutions très embarrassantes à ce sujet étaient soumises à l'ordre du jour. L'une d'elles, soumise par une organisation locale du L. P. exigeait la nationalisation sans indemnisation de cette industrie et sa mise en fonctionnement sous contrôle ouvrier par une loi à voter au cours de l'actuelle session parlementaire. Dès l'ouverture du congrès, les bureaucrates tentèrent de supprimer cette résolution de l'ordre du jour. Lorsque le groupe local, par l'intermédiaire de son délégué, refusa de s'incliner, cette résolution fut placée à la fin de l'ordre du jour et ce ne fut qu'après que la presse ait reproduit une protestation contre cette procédure, que la discussion eut lieu sur cette résolution.

A ce sujet, il y a lieu de remarquer que les bureaucrates s'adaptèrent à la presse et non à la volonté exprimée par les délégués. Ils voulaient empêcher des « incidents » hostiles au gouvernement et demandaient à tous les délégués de se rallier autour de l'aile droite pour maintenir l'unité aux élections prochaines. Au début du Congrès, cette tactique eut un certain succès ; mais vers la fin, de nombreux délégués comprirent qu'il serait impossible d'obtenir une victoire électorale en succombant à la pression de la réaction et de l'aile droite du parti.

Finalement sur la résolution concernant l'industrie sidérurgique, le porte-parole gouvernemental obtint son retrait en acceptant une résolution moins énergique garantissant la nationalisation de cette industrie au cours de l'existence du Parlement actuel.

Sur toutes ces questions d'importance vitale pour la classe ouvrière britannique, les staliniens et leurs adeptes sont restés silencieux. Sur la politique étrangère, une résolution proposée par M. Zilliacus défendait la ligne stalinienne. Cette résolution fut repoussée à une forte majorité, non pas parce qu'il y avait un sentiment général en faveur de la politique extérieure de Bevin, mais parce que les staliniens sont isolés et ne disposent pas de la confiance d'importantes couches de la classe ouvrière britannique. Après le congrès des divergences entre les staliniens et Zilliacus se manifestèrent ouvertement. Mais la vraie faiblesse de la position de celui-ci réside dans le fait qu'elle n'est basée sur aucune critique de la politique poursuivie par le gouvernement en Grande-Bretagne même.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les stalinien ne disposaient pratiquement d'aucune force dans ce Congrès. Leur influence politique dans les syndicats est en déclin et de nombreux suiveurs des stalinien sont effrayés par l'exclusion récente de Platts-Mills, député de Finsbury qui, pendant longtemps avait été identifié à la politique stalinienne. Afin d'empêcher toute critique contre son exclusion, le Comité Exécutif exclut également un droitier Edwards, et fit passer ces questions en procédant à un vote sans discussion.

Toutefois la politique extérieure de Bevin fut implicitement critiquée dans une résolution en faveur des Etats-Unis Socialistes d'Europe qui fut adoptée par le congrès. Cette résolution, ouvertement opposée aux conceptions de la politique extérieure de Bevin fut cependant acceptée au nom de l'Exécutif par Dalton, qui lui donna une interprétation totalement opposée à celle de ses initiateurs. Il l'allia au plan Marshall et à « l'Union Occidentale », contre lesquels de nombreux orateurs étaient intervenus.

Tout en ayant plus ou moins réussi à empêcher une profonde division au Congrès, les ministres doivent maintenant faire face à une année pleine de difficultés. Les conditions économiques s'aggravent de jour en jour. Le déficit de la balance commerciale croît en même temps que les exportations; la surproduction s'est manifestée dans certains secteurs de l'industrie de consommation; et les problèmes des salaires, des prix et des profits restent toujours aussi critiques. Certaines couches ouvrières importantes comme, par exemple, les ouvriers métallurgistes se préparent à lutter sur le plan économique pour améliorer leur situation. Il faut également noter qu'avant le congrès, se produisit la première grève officiellement reconnue depuis 10 ans par la direction syndicale.

Les difficultés économiques croissantes sont accompagnées de difficultés politiques de plus en plus grandes. L'année qui vient sera une année critique pour le Labour Party. Les conditions objectives sont favorables à l'apparition d'une puissante aile gauche orientée vers une véritable politique socialiste. Le problème de la construction de cette aile gauche est directement lié au problème des prochaines élections et de la politique avec laquelle le L. P. se présentera à ces élections. Si les conceptions droitières de Morrison et des autres dirigeants du Labour Party ne conduisent pas préalablement à une coalition avec la bourgeoisie, elles provoqueront une débâcle électorale.

L'élaboration d'un programme de combat pour les cinq prochaines années en Grande-Bretagne est la tâche la plus importante des militants du Labour Party. Cette tâche va de pair avec celle de gagner la jeunesse. Au Congrès, le Comité Exécutif a promis d'appuyer totalement la construction d'un mouvement socialiste de jeunes et de porter la limite d'âge à 25 ans. Cette décision d'organisation peut avoir d'importantes conséquences pour l'avenir de la jeunesse ouvrière et pour le mouvement socialiste en Grande Bretagne.

## Les dollars amers de Washington

La bourgeoisie européenne a déjà plusieurs raisons de s'inquiéter du plan Marshall.

Elle vit dans la crainte perpétuelle de voir soit la somme des crédits alloués à l'Europe Occidentale à nouveau diminuée, soit ces crédits stoppés après la première annuité. L'offensive Taber au Congrès lui a fait passer des moments de véritable angoisse. D'autre part, elle craint de plus en plus les implications économiques et politiques du Plan, dont elle ne peut cependant pas se passer. Les Etats-Unis entendent contrôler strictement leurs dollars afin

que ceux-ci ne puissent servir à un relèvement de l'économie européenne véritablement capable de concurrencer leur propre économie, et aussi afin d'ouvrir à leurs marchandises les portes encore fermées du protectionnisme britannique et européen en général. Pour ces raisons ils exigent que le relèvement industriel ne touche aucune branche capable de concurrencer leur propre production (la production agricole en particulier) et qu'ils aient un accès direct aux matières « stratégiques » de l'Europe; ils insistent pour que les monnaies européennes, en premier lieu le franc français et la livre sterling, soient à nouveau dévaluées; ils exigent l'abolition du système préférentiel de l'Empire britannique qui leur barre l'accès des colonies de Londres. Washington exerce cette pression multiforme à travers des accords bilatéraux qui sont à présent conclus séparément avec chacun des seize pays du Plan Marshall.

Londres tout d'abord, Paris ensuite et maintenant plusieurs autres capitales de la sphère du plan Marshall ont réagi aux intentions américaines et la presse de ces pays accuse amèrement Washington de vouloir utiliser ses dollars pour extorquer des avantages « économiques et financiers » de l'Europe et de ses colonies, et aussi pour vendre les surplus de la production inutilisables sur le marché américain.

Il semble que les « seize » aient pris la décision « courageuse » de former un « front commun » pour s'opposer, dans une certaine mesure, à la politique expansionniste de Washington et aient adopté un contre-projet français qu'ils soutiendront dans les pourparlers avec l'Amérique. Mais leur résistance a très peu de chances de succès: d'une part parce qu'aucun pays européen ne peut repousser à l'étape actuelle l'aide américaine, si les conditions auxquelles celle-ci est accordée ne conviennent pas; et d'autre part, parce que les « seize » sont divisés entre eux et ne peuvent pas présenter une résistance commune.

L'unification de l'Europe sur des bases capitalistes s'avère, même quand elle se limite à une échelle aussi minime que celle du Benelux, une entreprise extrêmement difficile et en définitive vouée à l'échec.

Abandonnée au plan Marshall et à sa structure capitaliste, l'Europe Occidentale ne connaîtra ni relèvement réel, ni indépendance par rapport à l'impérialisme yankee. Elle tombera de plus en plus sous la coupe de celui-ci et ne servira que comme arsenal humain pour la prochaine guerre vers laquelle se dirige inexorablement l'impérialisme américain. Pour lutter contre la décadence et le danger d'anéantissement de l'Europe, il faut lutter pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe. C'est la seule issue.

CE NUMERO ETAIT ENTIEREMENT COMPOSE ET DEJA MIS  
SOUS PRESSE QUAND LA CRISE DU KOMINFORM EN  
YUGOSLAVIE S'EST PRODUITE.

NOUS CONSACRERONS UNE PLACE IMPORTANTE A CET  
EVENEMENT EXCEPTIONNEL DANS LE PROCHAIN NUMERO.

Karl MARX

## La révolution de Juin 1948 en France

Le dernier vestige officiel de la révolution de Février, la Commission exécutive, s'est évanoui comme une fantasmagorie devant la gravité des événements. Les fusées lumineuses de Lamartine sont devenues les fusées incendiaires de Cavaignac. La fraternité des classes antagonistes dont l'une exploite l'autre, cette fraternité proclamée en février, inscrite en grandes lettres au front de Paris, sur chaque prison, sur chaque caserne, — son expression véritable, authentique, prosaïque, c'est la **GUERRE CIVILE**, la guerre civile sous sa forme la plus effroyable, la guerre entre le Travail et le Capital. Cette fraternité flamboyait à toutes les fenêtres de Paris, dans la soirée du 25 juin, quand le Paris de la bourgeoisie illuminait, alors que le Paris du prolétariat brûlait, saignait, râlait. La fraternité dura juste le temps où l'intérêt de la bourgeoisie était frère de l'intérêt du prolétariat. Pédants de la vieille tradition révolutionnaire de 1793, méthodistes socialistes, mendiant pour le peuple auprès de la bourgeoisie, et auxquels on permit de faire de longues homélies et de se compromettre aussi longtemps qu'il fut nécessaire d'endormir le lion prolétarien ; républicains qui réclamaient tout l'ancien ordre bourgeois, moins la tête couronnée ; gens de l'opposition dynastique auxquels le hasard substituait le renversement d'une dynastie au changement d'un ministère ; légitimistes qui voulaient non pas se débarrasser de leur livrée, mais en modifier la coupe, tels étaient les alliés avec lesquels le peuple fit son Février. La révolution de Février fut la **BELLE** révolution, la révolution de la sympathie générale parce que les antagonismes qui y éclatèrent contre la royauté sommeillaient, embryonnaires, paisiblement, côte à côte, parce que la lutte sociale qui formait son arrière-plan n'avait acquis qu'une existence vaporeuse, l'existence de la phrase, du verbe. La révolution de Juin est la révolution **HAISSABLE**, la révolution répugnante, parce que la chose a pris la place de la phrase, parce que la République a mis à nu la tête du monstre, en abattant la couronne qui le protégeait et le dissimulait. **ORDRE !** Tel était le cri de guerre de Guizot. **ORDRE !** cria Sébastiani, ce Guizot au petit pied, quand Varsovie devint russe (1). **ORDRE !** cria Cavaignac, écho brutal de l'Assemblée nationale française et de la bourgeoisie républicaine. **ORDRE !** tonnaient ses coups de mitraille en déchiquetant le corps du prolétariat. Aucune des nombreuses révolutions de la bourgeoisie française depuis 1789 ne fut un attentat contre l'**ORDRE**, car chacune laissait subsister la domination de classe, laissait subsister l'esclavage des ouvriers, laissait subsister l'**ORDRE BOURGEOIS**, aussi souvent que fut modifiée la forme politique de cette domination et de cet esclavage. Juin a porté atteinte à cet ordre. Malheur à Juin.

(NEUE RHEINISCHE ZEITUNG, 29 Juin 1848.)

(1) En septembre 1831, lors de la discussion de la politique du gouvernement à l'égard de la Pologne qui s'était soulevée et qui venait d'être écrasée par l'autocratie tsariste, le Ministre des Affaires étrangères Sébastiani prononça la fameuse phrase : « L'ordre règne à Varsovie ».

## Trois années de gouvernement travailliste

par Arne SWABECK

Depuis son avènement au pouvoir le gouvernement travailliste britannique s'est trouvé devant une série de crises. Des mesures extraordinaires ont succédé rapidement et avec une sévérité croissante. Cette série de crises coïncide avec la dislocation accentuée de l'Empire. Mais nous n'avons vu jusqu'à présent que les signes avant-coureurs de la prochaine tempête. Avant longtemps la Grande-Bretagne entrera dans une crise sociale inexorable.

Ceci peut sembler paradoxal, avec un gouvernement travailliste au pouvoir. Mais ce n'est pas le cas. Cette contradiction n'est qu'apparente et disparaît dès que la situation réelle est comprise correctement. Les contradictions réelles, inhérentes au système de classe qui prévaut toujours en Grande-Bretagne, ne disparaissent pourtant pas. Elles ne sont même pas atténuées par les mesures gouvernementales de crise. Au contraire, elles s'intensifient et se multiplient.

### LE MODELE DES NATIONALISATIONS

Le modèle de ces lois de nationalisation était uniforme, tant en ce qui concerne le transfert de la propriété que le contrôle du fonctionnement. Dans chaque cas, les anciens propriétaires ont été royalement indemnisés. Les transactions ont été accomplies d'une manière qui seyait au gouvernement de sa Majesté. Les titres des anciens propriétaires ont été échangés contre des bons du gouvernement à valeur égale. Pour les houillères le montant total des indemnités s'élevait à environ 600 millions de dollars. Pour les transports elles s'élevaient à environ 4 milliards de dollars rien que pour les chemins de fer. Ces bons du gouvernement donnent un intérêt variable entre 2,5 à 3 %. En général, cela assurera aux porteurs de bons le même revenu de leurs investissements qu'auparavant. Mais, doréna-

Les ouvriers anglais savent qu'ils ont profité dans une certaine mesure du strict contrôle gouvernemental et du rationnement de la plupart des produits les plus indispensables pour vivre. Pour eux cela représentait une distribution plus équitable des marchandises rares. Mais ces avantages sont maintenant annulés par la politique fondamentale du gouvernement travailliste. Celle-ci doit donc être prise comme point de départ de toute analyse sérieuse des développements actuels en Angleterre. La clef de cette politique fondamentale est le programme des nationalisations.

Commençant avec la loi votée par les Communes, en Octobre 1945, la Banque d'Angleterre devint propriété nationale. Ensuite suivirent les lois de nationalisation des communications télégraphiques et radiotélégraphiques, du gaz et de l'électricité et de certaines industries de base telles que le charbon et les transports.

vant, ils recevront leurs dividendes de l'Echiquier royal, sans que cela comporte le moindre risque.

Aucun changement n'est prévu dans le fonctionnement et le contrôle des industries nationalisées, sauf une plus grande efficacité et une intégration plus complète dans le système économique existant en général. Et, comme on pouvait s'y attendre, cela exclut toute idée d'un contrôle ouvrier de la production. En fait, les Conseils et commissions établis pour diriger les industries nationalisées sont occupés par les anciens propriétaires et leurs associés. Bien qu'on y ait ajouté quelques bureaucrates syndicaux pour s'efforcer d'arriver à « l'association » du capital et du travail, ceux qui dirigent la marche restent le facteur décisif. Ainsi, même au sein du secteur de l'industrie nationali-

sée, le pouvoir de la bourgeoisie demeure virtuellement inaltéré.

Il est à noter que les industries comprises dans le programme de nationalisations ne sont pas seulement celles qui sont les plus essentielles à la reprise économique d'après-guerre. Ce sont aussi celles qui ont souffert le plus du déclin et de la décadence prolongés du capitalisme. Leurs profits déclinaient également. En fait, il s'agissait préci-

### DES BUTS REACTIONNAIRES

Une telle intervention a pour but d'atténuer le conflit croissant entre les nouvelles formes collectives de production déjà établies et les anciens rapports de propriété et d'appropriation individuelles. A la place du propriétaire personnel apparaît l'appareil d'état impersonnel. Celui-ci assume pour obligation la conversion des profits résultant de la plus-value produite par les ouvriers en compensation pour les anciens propriétaires. Ceux-ci n'ont pas d'autre fonction sociale que d'empêcher les dividendes, de découper des coupons de rente et de spéculer à la Bourse.

L'objectif immédiat de cette intervention d'Etat est de rationaliser ces industries particulières afin quelles puissent fournir du carburant, de l'énergie, des transports, etc., plus efficacement et plus économiquement au système capitaliste en général. Ainsi, dans son essence même le programme de nationalisations représente un effort d'ajustage de la structure économique du capitalisme britannique.

A l'époque du capitalisme ascendant, une intervention étatique de cette nature, la propriété étatique d'industries ou d'installations industrielles avaient certaines caractéristiques progressives. Maintenant dans sa phase de décadence, une telle intervention est devenue tout à fait réactionnaire. Elle tend à aider le capitalisme monopoleur, et ne sert qu'à maintenir les rapports de production capitalistes en général.

Quelle que soit la planification à

### LES RAPPORTS FONDAMENTAUX DE CLASSE SONT ETAYES

Engels donnait une importance considérable aux conclusions déjà atteintes à son époque, selon lesquelles la conversion en propriété éta-

tement des industries où l'incapacité totale d'une reprise de l'économie privée capitaliste et où l'incapacité totale de la direction du capitalisme privé ont été démontrées le plus clairement. Elles représentent les chaînons les plus faibles de la structure endommagée qui ne peut plus être reconstruite par le capital privé. D'où l'intervention de l'Etat pour faire les investissements nécessaires afin de maintenir la production et l'accumulation du capital.

laquelle on procède dans un tel état de choses, elle ne peut qu'aider l'industrie capitaliste. Elle est poursuivie exclusivement dans les limites et dans les buts du capitalisme. Ceci exclut évidemment toute planification unifiée. Une véritable économie planifiée n'est possible qu'après la prise du pouvoir par le prolétariat et lorsque celui-ci a remplacé les anciens rapports de production par de nouveaux rapports qui permettent la *Socialisation de toute l'activité économique*.

En d'autres termes, un véritable programme socialiste devrait procéder par la nationalisation de toute la propriété des moyens fondamentaux de production. Il devrait avoir pour but l'établissement du contrôle ouvrier de la production.

Ce qui est actuellement réalisé en Angleterre n'a rien à voir avec un tel programme. C'est plutôt une expérience de capitalisme d'Etat. Envisagée du point de vue de sa perspective à longue échéance, la politique de nationalisation du gouvernement travailliste représente un effort pour arrêter le processus de crises et de désintégration de l'ordre ancien et une tentative de remédier à sa décadence et d'arriver à un certain degré de stabilisation afin d'empêcher la naissance d'un vrai socialisme. C'est l'opposé direct d'un programme de transition vers le socialisme. En outre, dans l'état actuel des rapports de forces entre classes, cette politique devient un moyen pour le capitalisme de conserver le pouvoir.

tique ne changerait rien à la nature capitaliste des forces productives : *L'Etat moderne, disait-il, quelle que soit sa forme, est essentielle-*

*ment une machine capitaliste, l'état des capitalistes, la personnification idéale du capital national total. Plus il procède à la reprise de forces productives, plus il devient réellement le capitaliste national, et plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des ouvriers salariés, des prolétaires. Les rapports capitalistes ne sont pas éliminés. Ils sont plutôt portés à leur paroxysme ».*

Les rapports de propriété et de production sont évidemment décisifs dans la société moderne. Mais ils ne sont décisifs que dans la totalité des circonstances et non en ce qui ne concerne que certains secteurs de l'économie. C'est essentiellement pour cela que ces nationalisations extrêmement limitées et partielles ne représentent pas un changement dans la nature sociale du pays. Les rapports sociaux demeurent ce qu'ils étaient. Et ce qui est plus important, les conditions d'où surgissait la lutte de classe demeurent essentiellement les mêmes.

L'Etat moderne, tel que, décrit par Engels, inclut-il la variante britannique actuelle présidée par le gouvernement travailliste ? Certainement oui.

En général la nature de l'Etat découle de sa structure qui est déterminée par les rapports de production sur lesquels il est fondé. Un simple changement de ministres ne

### EXPLOITATION ACCRUE

Dès qu'on a clairement compris le rôle et la position du gouvernement travailliste, on ne peut guère s'étonner de son attitude vis-à-vis de la classe ouvrière. Cette attitude découle entièrement de la position qu'il occupe et du rôle qu'il a accepté de jouer. Les intérêts de la classe ouvrière sont entièrement subordonnés à l'effort de reconstruction capitaliste. Plus encore, tout le poids de l'échec économique et de la crise est entièrement placé sur le dos des ouvriers. La politique gouvernementale vis-à-vis de la classe ouvrière est reliée à ses exigences persévérantes d'une production accrue. La politique des salaires est directement liée à la productivité du travail sans aucune considération pour le fait que celle-ci est entièrement déterminée par le développement technique. Ici la maxime gouvernementale est aussi crue que simple : augmentation de salaires dans la mesure seule-

change rien à la nature de l'Etat. Des travaillistes ont occupé les postes occupés auparavant par des Tories. Mais dans tout l'appareil d'Etat, dans les organismes gouvernementaux, le corps diplomatique, la justice, la police et l'armée, le personnel est resté essentiellement le même. Rien n'est changé qualitativement. La politique gouvernementale est exécutée, exécutée et motivée en fonction des mêmes considérations fondamentales qu'auparavant. La politique étrangère demeure impérialiste conformément aux nécessités capitalistes intérieures.

La confirmation vient d'une source non moins authentique que le parti conservateur. La charte industrielle qu'il a récemment adoptée se déclare en faveur du maintien pratiquement de toutes les mesures de nationalisation entreprises. Mais ces Tories repoussent énergiquement toute intervention étatique ultérieure. Ils s'opposent à la nationalisation de la sidérurgie qui demeure encore une industrie bénéficiaire. Pour la même raison, on voit clairement quels sont les motifs qui les poussent à appuyer le statut actuel. Les Tories ont reçu l'assurance que les mesures de nationalisation ne comportaient jusqu'à présent aucune menace au pouvoir de la bourgeoisie.

ment d'une augmentation proportionnelle de la production. Les heures de travail sont également liées aux intérêts de la production capitaliste. Peu de temps après son avènement au pouvoir, le gouvernement résista vigoureusement à la grève des ouvriers londoniens du transport revendiquant une diminution de la semaine de travail de 44 heures à 40 heures. Des mineurs du Yorkshire le gouvernement exigea l'été dernier qu'ils fournissent un effort extraordinaire, celui de tailler quotidiennement 60 centimètres supplémentaires de charbon. Maintenant le gouvernement exige une augmentation des heures de travail afin d'augmenter la production. Des mesures semblables sont étudiées pour imposer à nouveau les contrôles du temps de guerre, sur l'emploi de la main-d'œuvre.

Dans les industries nationalisées qui ont à supporter le poids considérable d'exorbitantes indemnités

et d'organismes de direction très coûteux, les revenus doivent provenir de la plus-value produite par les ouvriers. Il n'y a aucune autre source pour les obtenir. Pour les ouvriers cela représente une vitesse de travail accrue, une exploitation plus intense dans des conditions d'austérité sévère et avec un standard de vie généralement réduit.

La question cruciale de savoir quelle classe profite des nationalisations devient singulièrement claire. On peut voir dans les intérêts de qui le gouvernement travailliste dirige. Pourtant on ajoute encore l'affront au préjudice. Se moquant cyniquement de son origine sociale, le gouvernement travailliste présente son programme au nom du socialisme.

### LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Par exemple, lorsqu'en août dernier le gouvernement travailliste proposa un nouveau programme d'austérité plus grande, il avait à faire face à un déficit de la balance des comptes se montant à environ 2 milliards et demi de dollars par an. Le prêt américain était presque épuisé. Des engagements impérialistes absorbaient encore près de 1.400.000 hommes enrôlés dans l'armée et représentant une dépense annuelle de plus de 3 milliards de dollars. En outre, plus d'un demi million d'ouvriers instamment nécessaires par ailleurs étaient gaspillés dans la production d'armements.

Le gouvernement proposa et appliqua d'importantes diminutions dans les importations et les investissements de capital. Celles-ci concernaient les besoins les plus essentiels des masses — ravitaillement, habillement et habitation. En conséquence, les rations alimentaires diminuées sont descendues en dessous d'une moyenne de 2.700 calor., quantité reconnue comme insuffisante pour des travailleurs. Le programme de cons-

### LA CAMPAGNE D'EXPORTATION COMME PANACEE

Mais le problème même des exportations est le talon d'Achille du gouvernement. A qui exporter ? Les nations de l'Empire avaient jusqu'ici l'habitude d'envoyer les matières premières en Grande-Bretagne pour qu'elles y soient travaillées. Elles procèdent de plus en plus à la fabrication elles-mêmes.

Il y a un abîme béant entre les besoins de l'économie britannique et la politique poursuivie par le gouvernement travailliste. Cet abîme s'accroît de façon catastrophique en ce qui concerne les besoins de la population.

La recherche du profit est devenue le plus grand obstacle au développement des moyens de production. Les lois de nationalisation et les mesures exceptionnelles n'ont ni éliminé ni même réduit cet obstacle. D'où le conflit toujours croissant entre les moyens de production et les rapports de propriété dans lesquels ils opèrent. Ni les besoins du peuple ni ceux d'une économie stable ne peuvent être satisfaits par la production pour le profit.

struction, déjà très restreint pour une population sinistrée par les bombardements, a du subir une diminution de 800.000.000 de dollars. Quant aux dépenses militaires elles ne furent allégées que par une suppression d'effectifs se montant à 80.000 hommes. Les impôts indirects furent augmentés, frappant péniblement les revenus de la classe ouvrière, alors qu'on repoussa la proposition d'une taxe sur le capital. D'autre part, le gouvernement fit un appel pour une augmentation de 50 % des exportations sans prendre aucune disposition pour atteindre ce but, sauf d'exiger de plus longues heures de travail d'une classe ouvrière déjà mal nourrie, mal vêtue et mal logée. Et, est-il besoin de le dire, le gouvernement proposa d'augmenter la vente de marchandises à l'étranger, à l'habituel taux élevé de profit des capitalistes britanniques. A ceux qui contrôlent l'industrie et le commerce le Premier Ministre de sa Majesté demanda poliment de « s'abstenir de déclarer des dividendes élevés ».

Et, avant tout et surtout, dans tous les coins du marché mondial s'élève le spectre terrifiant de la concurrence américaine toujours plus agressive. Déjà, à plusieurs reprises les plans d'exportation avaient dû être modifiés à cause de cette concurrence grandissante. En parlant de ce problème des exportations

Sir Stafford Cripps admit récemment le danger d'une « descente le long d'une spirale de dépression ».

Le gouvernement place maintenant ses espoirs dans le Plan Marshall. L'analyse de ces perspectives dépasserait le cadre de cet article. Qu'il suffise de dire qu'en ce qui concerne le gouvernement travailliste britannique, ses contradictions doivent augmenter plutôt que de diminuer lorsque ce plan entrera effectivement en application. Par l'ancien sous-secrétaire d'Etat William Clayton, Wall Street a déjà fait savoir que l'aide des Etats-Unis impliquerait la suppression de nou-

### LA POSITION PRECAIRE DU GOUVERNEMENT ATTLEE

Le parti travailliste a été porté au pouvoir par une puissante montée de la classe ouvrière, stimulée et inspirée par la revendication du socialisme « dans notre époque ». Dès que les dirigeants travaillistes ont été au pouvoir ils ont eu à faire face aux implications de leur victoire. Ils ont dû, soit tirer des conclusions révolutionnaires de leurs mandats — car il n'y avait pas d'autre voie vers le socialisme « dans notre époque », soit servir franchement l'Etat capitaliste à la tête duquel ils se trouvaient. Ils ont choisi naturellement cette dernière solution. Le gouvernement Attlee a été coïncé entre cette montée des masses et l'opposition croissante et le sabotage de la bourgeoisie appuyée par Wall Street. Au début le gouvernement a poursuivi agressivement son programme de nationalisations. Il a pris quelques mesures de réformes sociales. Mais il a reculé rapidement, et, sous la pression de la bourgeoisie, cette retraite continue. Les mesures de nationalisation de l'industrie sidérurgique ont maintenant été mises de côté. Mais cela ne satisfera pas la bourgeoisie. Entre temps les frauduleuses prétentions sur le socialisme sèment la confusion et désorientent les ouvriers. Les déceptions des ouvriers au sujet du programme gouvernemental, leur désorientation et leur mécontentement commencent à se refléter dans l'apathie et dans un

### L'AILE GAUCHE GRANDIT

Cette peur est la plus vivement ressentie parmi les dirigeants du Labour Party dont les contacts avec les éléments de révolte sont beaucoup plus directs. Et leur peur est

velles nationalisations, une augmentation des heures de travail et la diminution des salaires réels. Il ne peut y avoir de malentendu à ce sujet.

Il ne peut y avoir également aucun doute que plus la bourgeoisie britannique succombera à l'écrasante prépondérance de l'économie américaine, plus elle s'acharnera sur sa propre classe ouvrière. Aux dépens de celle-ci elle essaiera d'extirper une compensation à la diminution de sa part de l'économie mondiale. Et le parti travailliste lui-même sera aussi un des objectifs de cet acharnement.

affaiblissement de leur soutien des candidats travaillistes.

A vrai dire, la contradiction entre la revendication ouvrière du Socialisme et le conservatisme fabianiste profondément invétéré dans les sommets du Labour Party a atteint maintenant des proportions catastrophiques.

Une nervosité grandissante devient de plus en plus manifeste dans ces milieux dirigeants. Elle est provoquée par cette contradiction qui a déjà engendré une large aile gauche. Jusqu'ici cette aile gauche se tient essentiellement dans les limites de la fraction parlementaire travailliste. Elle est encore plutôt amorphe, hétérogène et manque de la direction principale nécessaire à une lutte intransigeante contre la trahison des vieux chefs. Mais ce processus ne fait que commencer.

Une même nervosité existe dans les milieux dirigeants tories. Churchill l'exprima lorsqu'en août dernier la révolte de l'aile gauche à l'intérieur de la fraction parlementaire du Labour Party atteignit un point culminant. Churchill fit l'éloge des ministres, comme des « hommes d'expérience et de sang-froid ». Mais, dit-il, ils peuvent être renversés dans leur propre parti. C'est là le spectre qui hante les tories, la crainte d'autres développements à gauche, de développements vers une action révolutionnaire.

bien fondée. Ce serait une grande erreur que de sous-estimer l'importance réelle du développement actuel de l'aile gauche. On a assez de preuve de son extension dans les

organismes de base du Labour Party. On peut le mieux juger son niveau programmatique général par les résolutions soumises au dernier congrès annuel du Labour Party (1). L'une de ces résolutions regrettait l'appui donné par la délégation britannique à l'O.N.U. à la doctrine Truman — considérée comme une déclaration de guerre au socialisme européen — et exigeait le retrait des troupes britanniques de Grèce. Une autre résolution critiquait « la soumission britannique à l'Amérique capitaliste » et réclamait une collaboration plus étroite avec l'Union Soviétique. Une troisième résolution réclamait une réduction de l'armée « bien supérieure aux propositions gouvernementales. » Une quatrième résolution réclamait une plus grande représentation ouvrière dans le contrôle des industries nationalisées. Une cinquième résolution exigeait que le gouvernement résiste à la pression capitaliste empêchant la socialisation des industries allemandes dans la zone britannique d'occupation. Une sixième résolution exigeait des statuts égaux pour les Blancs et les hommes de couleur aux colonies et l'application rapide de mesures socialistes dans ces régions. Une septième résolution exigeait la démocratisation des méthodes d'éducation. Une huitième résolution exigeait la démocratisation de l'armée.

Le Labour Party lui-même est l'expression de la classe ouvrière britannique en action. Sa naissance fut décrite par Trotsky comme « une réalisation historique inestimable qui, même maintenant, ne pourra jamais être annulée ». Les relations entre le Labour Party et les syndicats sont parfaitement coordonnées. Ensemble ces deux organisations forment une combinaison presque idéale pour l'action politique et pour l'organisation économique. Il est vrai que maintenant le Labour Party opère sur un plan purement parlementaire, il est également vrai que les actions les plus décisives et les luttes ont lieu hors du Parlement et sont essentiellement provoquées par les conflits

### UN NOUVEAU GOUVERNEMENT DE COALITION ?

La crainte des dirigeants du Labour Party de nouveaux développe-

(1) Note du Traducteur : Il s'agit du Congrès de 1947.

économiques entre le capital et le travail. Conçues de façon réaliste, les activités parlementaires devraient compléter ces luttes économiques. Pourtant les problèmes et les actions de ces deux organisations, quel que soit leur terrain, deviennent d'une nature de plus en plus politique.

Le Labour Party se trouve maintenant au foyer principal. C'est le parti gouvernemental. Les questions du plus grand intérêt politique et social doivent être élaborées et débattues dans ses propres rangs. Et c'est important non seulement du point de vue de l'action politique actuelle mais plus encore du développement idéologique de la classe ouvrière britannique. C'est donc une arène idéale de lutte pour les révolutionnaires conscients.

Aujourd'hui, la combinaison du Labour Party et des syndicats apparaît sous sa forme la plus tronquée. Elle s'affirme principalement par une collusion bureaucratique des sommets. La direction syndicale est de plus en plus intégrée à l'Etat politique. Sa tâche est de contrôler les militants de base, d'assurer la soumission au programme gouvernemental pour faire peser le lourd fardeau de la crise sur les larges épaules des travailleurs. Sa tâche est de fonctionner comme une police politique privant les syndicats de leur indépendance au profit de l'Etat capitaliste. D'où, comme nous l'avons déjà dit, le fait que la résistance ouvrière se manifeste essentiellement par des grèves non officielles défiant la direction bureaucratique. On peut dresser un certain parallèle entre les révoltes dans le Labour Party et dans les syndicats. On peut s'attendre à ce que ces révoltes augmentent dans ces deux organisations lorsque l'aile gauche prendra une forme et un contenu plus précis. Mais les possibilités de succès dépendent d'une liaison et d'une coordination plus étroites de ces développements. Il est donc d'autant plus important pour les révolutionnaires conscients de travailler tant dans le Labour Party que dans les syndicats.

ments à gauche provoque des rumeurs à chaque crise sur la possibilité du retour à un gouvernement de coalition. Ceci peut sembler paradoxal étant donné la grande ma-

ajorité que le parti remporta aux dernières élections. Mais c'est précisément cette majorité qui entretient la crainte : car une classe ouvrière consciente de sa force tend à l'utiliser.

En freinant les actions de masses, les sommets profondément conservateurs ont dévoilé à plusieurs reprises leur sentiment de plus grande sécurité dans une collaboration directe avec la bourgeoisie. Ainsi parallèlement à l'accroissement de leurs craintes augmentent également leurs retraites et leurs capitulations devant la bourgeoisie. La politique crée sa propre logique inexorable. Ayant dit A, ces dirigeants doivent également dire B. Un recul mène inexorablement à un autre, et par sa logique même au retour à un gouvernement de coalition.

Néanmoins, ceci signifierait précipiter une scission dans le Labour Party, une perspective qui n'est pas trop éloignée même sans un retour

### VERS UNE LUTTE OUVERTE

Comme Engels l'a prédit, la conversion en propriété étatique ne fait qu'amener les rapports de production capitaliste au paroxysme. « Mais, ajouta-t-il, arrivés au paroxysme ils culbutent. La propriété étatique des forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle cache en elle les conditions techniques formant les éléments de cette transformation... Et cela ne peut se réaliser que lorsque la société prendra ouvertement et directement possession des forces productives qui ont dépassé tous les moyens de contrôle sauf ceux de la société dans son ensemble ».

C'est dans ce sens que le gouvernement travailliste actuel représente la première étape. Maintenant les développements à gauche commencent à prendre forme, à élaborer un programme et une politique ayant un contenu socialiste plus précis, pour la prochaine étape.

Trotsky a dit une fois que la classe ouvrière britannique « sera probablement forcée de remplacer sa direction plusieurs fois avant que naisse un parti qui correspond vraiment à la situation historique et aux tâches du prolétariat britannique ». Et il a ajouté : « Il faudra moins de temps pour transformer le Labour Party en un parti révolutionnaire qu'il n'en a fallu pour le créer ».

à une coalition. En tout cas, ils ne pourront pas scinder les forces de la classe ouvrière. Ils ne pourraient que répéter la lamentable sortie de Ramsay MacDonald, avec ses dix fidèles, en 1931, et de celle-ci le Labour Party tirerait une force nouvelle.

Car la puissante montée de la classe ouvrière, qui éleva le Labour Party au pouvoir ne « reculera pas respectueusement ». La classe ouvrière se dirigea vers un but précis, et elle insistera éventuellement pour atteindre ce but. Elle le fera, confiante de ses propres forces. La classe ouvrière sait qu'elle créa le Labour Party et qu'elle le porta à sa victoire électorale sur un programme de « socialisme dans notre époque ». La classe ouvrière veut des actions et des résultats. Si ça ne peut être atteint sous la direction actuelle, la classe ouvrière chassera cette direction et en créera une nouvelle.

Le premier pas vers cette transformation, c'est de reconnaître qu'un véritable socialisme, la socialisation de toutes les activités économiques, ne peut être atteinte sans une révolution. Jamais aucune classe dirigeante n'a cédé le pouvoir sans combat. C'est ce qu'il faut le moins attendre de la bourgeoisie britannique qui a derrière elle des siècles de banditisme universel. Tout en étant acculée au mur par le déclin de l'Empire et par la pression de la classe ouvrière, la bourgeoisie anglaise n'a pas vu sa position affaiblie matériellement par le gouvernement travailliste.

Mais dans la mesure où la tentative gouvernementale de trouver une solution aux difficultés de la Grande-Bretagne sur une base capitaliste s'avère de plus en plus clairement être un échec, la classe ouvrière gagnera une nouvelle expérience inestimable. Le résultat de cette expérience, conditionné par l'accélération de la crise et de la décadence du capitalisme, doit provoquer dans ses rangs une autre évolution profonde vers la gauche. Car il s'agit maintenant de l'existence même de deux classes dont les intérêts sont irréductiblement opposés et dont les destinées ne peuvent être décidées que par une lutte à mort.

Comparées aux puissantes forces du Labour Party, les forces révolu-

tionnaires conscientes sont encore numériquement très faibles. Ce rapport quantitatif reflète les illusions encore présentes dans les masses au sujet des prétentions frauduleuses des dirigeants travaillistes. Avec une nouvelle évolution vers la gauche, ce rapport de force changera également en faveur des révolutionnaires s'ils tirent les conclusions nécessaires aux masses sur leur expérience commune, à savoir une opposition irréductible à toute la bureaucratie conservatrice et la nécessité d'une nouvelle direction engagée dans une politique socialiste sincère. Non seulement les rapports de force quantitatifs changeront, mais les révolutionnaires s'élèveront au cours du processus à la tête du mouvement.

Février 1948.  
(Traduit de *Fourth International*).

Et qu'advient-il de l'intervention de l'impérialisme américain ? Changera-t-elle ou renversera-t-elle ce processus ? L'intervention de Wall Street peut retarder ce processus, mais elle ne pourra pas en modifier son cours fondamental.

Trotsky nous rappela que « dans la lutte décisive contre le prolétariat la bourgeoisie anglaise recevra le plus puissant soutien de la part de la bourgeoisie des Etats-Unis, alors que le prolétariat anglais tirera ses forces en premier lieu de la classe ouvrière en Europe et des peuples des colonies britanniques ». Aujourd'hui nous pouvons ajouter que la classe ouvrière britannique tirera d'autres forces également de la classe ouvrière américaine qui progresse vers une plus profonde conscience de sa destinée.

Lisez

Etudiez

Diffusez

## les " Documents et Résolutions du 2<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale "

publiés dans le N<sup>o</sup> spécial de Mars-Mai 1948

de « QUATRIEME INTERNATIONALE »

l'exemplaire ..... 100 Frs

## et le Manifeste du 2<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale

" Contre Wall Street et le Kremlin "

la brochure ..... 25 Frs

# La politique extérieure de la France

par Jean-Paul MARTIN

L'IMPERIALISME français fait la politique de ses moyens. Et, à la lumière de ce qu'a été pour la France le bilan de la dernière guerre, ceux-ci se montrent extraordinairement réduits.

Entre les deux guerres mondiales, la France a pu jouer sur les antagonismes qui opposaient des impérialismes de force sensiblement égale et maintenir ainsi une position internationale qui ne correspondait pas à sa véritable puissance industrielle et financière.

Après la deuxième guerre mondiale qui lui a fait perdre la plus grande partie de ses placements à l'étranger, de sa flotte marchande et qui a provoqué une destruction de son appareil productif évalué à quelque 470 milliards de francs de 1938, l'impérialisme français se voit relégué à une position analogue à celle occupée par l'Italie après 1918.

Mais la configuration de l'échiquier international est aujourd'hui tout à fait autre de celle d'après la première guerre. Le monde est divisé entre le bloc soviétique et le bloc américain et, à l'intérieur de celui-ci le décalage est énorme entre les Etats-Unis et les autres impérialismes.

Immédiatement après la fin de la guerre, la France a esquissé une politique d'indépendance relative à l'égard de l'impérialisme américain, laquelle a revêtu deux formes :

a) tout d'abord se produisit un rapprochement avec l'Union soviétique concrétisé dans le pacte d'alliance conclu par de Gaulle lui-même. Cette tentative correspondait à une double préoccupation de la bourgeoisie française à ce moment : se garantir contre un règlement de la question allemande selon les vues des Anglais et des Américains, vues qui n'apparaissaient pas, déjà à cette époque, aussi fermes que celles des Russes ; et maintenir à l'intérieur la politique de collaboration de classe adoptée par le Parti Communiste et qui était absolu-

ment nécessaire au relèvement relatif de l'économie capitaliste délabrée. Cette orientation de la politique extérieure fut bientôt pratiquement abandonnée par tous les partis de la bourgeoisie, au fur et à mesure que s'accroissait l'antagonisme U.R.S.S.-Etats-Unis et que la situation économique de la France exigeait d'urgence une aide américaine ;

b) par la suite, la politique extérieure française se montra sensible aux tentatives de Londres de desserrer le nœud coulant de l'aide américaine par la création d'un bloc occidental européen à direction anglo-française. Mais cette orientation, elle aussi, a échoué jusqu'ici, faute d'une base suffisante pour l'appuyer.

Ainsi, en définitive, la politique des moyens réels de la France s'avère devoir être celle qu'elle est actuellement, c'est-à-dire celle d'une puissance capitaliste à la remorque absolue des Etats-Unis. La dépendance de la France envers ceux-ci est, avant tout, d'ordre économique. L'aide américaine a permis jusqu'ici à la France de couvrir les besoins immédiats de sa population en aliments et de ses industries et d'éviter une véritable catastrophe économique avec toutes ses conséquences, politiques et sociales.

Par le seul moyen du charbon de provenance américaine et allemande, et que la France ne peut pas trouver ailleurs, les Etats-Unis contrôlent effectivement un tiers de l'industrie française. D'autre part, bien que la France ait réduit au minimum les importations nécessaires à son économie et porté au maximum actuellement possible ses exportations, sa balance commerciale enregistre un déficit croissant qui, pendant les quatre premiers mois de cette année, a atteint 63 milliards de francs (contre 36 milliards de francs pendant la même période de 1947).

Le déficit total en 1947 avait at-

teint la somme de 1.120 millions de dollars (il n'était que de 45 millions de dollars en 1938) et n'a été couvert que grâce aux crédits américains.

Si on prend la même somme comme déficit commercial pour cette année et si on tient compte du fait que l'aide américaine que la France recevra par application du plan Marshall pour les douze premiers mois s'élèvera à 1.131.200 dollars, on peut conclure que l'aide américaine couvrira à peu près ce déficit. Mais si on se réfère aux chiffres donnés par la Commission Monnet qui avait calculé que le train de l'économie française en 1948 exigerait, en plus de toutes les autres ressources, une somme supplémentaire

### L'IMBROGLIO DU VIETNAM

Le Vietnam constitue actuellement le chaînon le plus faible de l'empire français.

Tenant compte du fléchissement manifeste de la domination française sur ce pays riche et occupant une position stratégique excellente en Extrême-Orient, Moscou et Washington, pour ne pas parler de la Chine, s'efforcent de s'en assurer la succession.

Les laborieuses machinations entreprises dans les coulisses par Bollaert, commissaire du gouvernement de Paris, auprès de milieux « collaborationnistes » du Vietnam pour mettre sur pied un « gouvernement fédéral vietnamien » de marionnettes et se passer d'Ho-Chi-Minh, jugé à juste titre d'obédience stalinienne, n'ont donné après plusieurs mois que de piètres résultats. C'est le reflet du fait que sur le réel terrain de bataille, celui des opérations militaires et de la force armée, l'impérialisme français n'a pu obtenir de résultat décisif.

Il s'est établi en Indochine un état d'équilibre instable; les troupes françaises occupent les villes et certains centres vitaux de communications, tandis que les troupes vietnamiennes contrôlent la campagne et rendent ainsi impossible toute exploitation économique du pays au profit de l'impérialisme. Ceci est d'ailleurs illustré avec éclat par la chute vertigineuse de toutes les exportations de l'Indochine depuis 1946.

### LE REGLEMENT DE LA QUESTION ALLEMANDE

Mais c'est surtout dans la question allemande que s'est manifestée le

de 365 milliards de francs, c'est-à-dire environ 1,7 milliard de dollars au taux officiel du change, on doit conclure que l'aide Marshall à la France, si importante soit-elle, ne couvrira que les deux tiers environ du déficit de l'économie nationale.

De toute façon, de ces chiffres il ressort que dans l'état actuel de l'économie française, l'aide américaine est d'un apport capital indispensable qui lie littéralement la bourgeoisie française au char de la politique yankee en Europe et dans le monde.

La faiblesse extrême de la position internationale de l'impérialisme français se manifesta récemment de façon claire sur deux points différents : l'affaire du Vietnam et la question allemande.

La reconnaissance de « l'indépendance du Vietnam dans le cadre de l'Union française » et la constitution d'un « gouvernement central vietnamien » présidé par Nguyen-Van-Xuan, *citoyen français et général de l'armée française*, que l'on veut présenter comme incarnant la « libre » volonté du peuple vietnamien, démontre la pauvreté des moyens auxquels est réduite l'administration coloniale du gouvernement de Paris. Car il y a très peu de chances que ce gouvernement fantoche du Quisling indochinois présenté, du reste avec réserve, par l'ex-empereur Bao-Daï (qui semble jouer plutôt le jeu de l'Amérique) puisse tromper les masses vietnamiennes et pacifier le pays au profit de l'impérialisme.

L'imbroglie vietnamien s'éternise tandis que la poursuite de la guerre, les sacrifices humains mis à part, grève le budget français de charges absolument disproportionnées aux résultats acquis ou escomptés.

La guerre d'Indochine ne constitue, en réalité, qu'une entreprise de sauvegarde du prestige colonial de la France. Un abandon pur et simple de l'Indochine ou des concessions trop importantes dans cette partie de l'Empire, risquerait de compromettre dangereusement la position de Paris, déjà très délicate, dans toutes les colonies africaines particulièrement en Algérie et au Maroc.

plus clairement l'extrême faiblesse de la position internationale actuelle

de la France. La politique de la France en cette matière est basée sur les deux considérations suivantes : exploiter la situation de l'Allemagne vaincue et occupée pour lui extorquer le maximum de profits possible de toute sorte pour sa propre économie ; et empêcher que l'Allemagne se relève et redevienne capable de concurrencer la France sur le marché mondial.

Ces considérations ont déterminé les deux principaux points de la politique allemande de la France sur le régime de l'exploitation de la Ruhr, arsenal de l'économie allemande et européenne, et sur le régime politique de l'Allemagne. Sur le premier point, la politique de la France tenta de renforcer sa propre part et de diminuer celle de l'Allemagne ; sur le second point elle tenta d'éviter la renaissance d'un Reich allemand centralisé.

C'est à la lumière de la récente conférence de Londres, commencée le 20 avril et close le 1<sup>er</sup> juin, qui a décidé du sort de l'Allemagne occidentale, qu'on peut mesurer le long chemin de concessions parcouru par la diplomatie française depuis ses positions initiales.

En ce qui concerne la Ruhr, la position de départ défendue obstinément par de Gaulle était le détachement de cette région-clief de l'Allemagne et son internationalisation. Devant l'opposition unanime rencontrée par cette position extrême, de Gaulle lui-même dut céder et préconiser, avec l'ensemble de la bourgeoisie française, le contrôle international de la Ruhr. Ceci impliquait naturellement la participation de la Russie au contrôle. Mais cette position aussi fut bientôt abandonnée et on dut se contenter d'un contrôle réduit aux seules puissances occidentales, les Etats-Unis, l'Angleterre, la France et les pays du Benelux.

La France insistait pour que le contrôle s'étende aussi bien à la gestion qu'à la répartition de la production de la Ruhr. La Conférence de Londres lui a enlevé la dernière possibilité d'un contrôle tant soit peu effectif de sa part, en décidant que le contrôle se limiterait à la répartition du charbon, du coke et de l'acier de la Ruhr. Du reste, ce contrôle lui-même s'avèrera bientôt illusoire et ne résistera pas à la marche du relèvement de l'Allemagne entreprise sous le contrôle américain. Sur ce point, les intérêts américains ont complètement prévalu.

En réalité la mainmise du capital américain sur les grosses entreprises de la Ruhr est déjà énorme et dicte l'ensemble de la politique américaine en Allemagne. Les Américains, après avoir fait abandonner aux Anglais leurs projets de « socialisation » des entreprises de la Ruhr, ont obtenu que la gestion de celles-ci soit assurée par les Allemands eux-mêmes, c'est-à-dire par leurs partenaires économiques.

En ce qui concerne le régime politique de l'Allemagne, la France avait défendu jusqu'ici la position d'une Confédération allemande, c'est-à-dire un rassemblement lâche de petits états allemands, jouissant chacun d'une grande autonomie. La Conférence de Londres vient d'en décider autrement : l'Assemblée Constituante pour l'Allemagne Occidentale qui se réunira à partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain doit être élue selon un système choisi par les Etats allemands eux-mêmes. Il est plus que probable que ceux-ci adopteront le système du suffrage universel, combattu par la France qui craint l'unification de l'Allemagne par la base.

Ainsi, sur l'essentiel du règlement de la question allemande, la cause défendue de concert par les Anglais et les Américains (les Anglais s'étant mis préalablement d'accord dans la coulisse avec les Américains) pour mieux exercer leur pression commune sur le partenaire le plus récalcitrant à eu raison sur toute la ligne de la résistance française.

L'ampleur de ces concessions n'a pas manqué d'être exploitée par tous les adversaires du gouvernement actuel de la France, particulièrement par les gaullistes et leurs partenaires les plus proches en matière de politique allemande, les staliniens français. A leurs protestations l'organe officiel du Quai d'Orsay, *Le Monde*, du 3 juin oppose deux sortes de justifications :

a) la supériorité écrasante de la position du consortium anglo-américain, particulièrement des Etats-Unis ; b) les garanties de sécurité données à la France.

Le bloc anglo-américain, selon le *Monde*, « étant une réalité depuis 18 mois — depuis la constitution de la bizone (affirmation à notre avis exagérée) il est clair que la France ne pouvait plus lui opposer qu'une force insuffisante : il commande 40 millions d'habitants sur 45 millions dans l'Allemagne Occidentale, il est

maître de la Ruhr et le relèvement de l'Allemagne aussi bien que de la France dépend du plan Marshall, donc des Etats-Unis ».

D'autre part, devant les craintes, plusieurs fois exprimées du Quai d'Orsay que la constitution d'un gouvernement de l'Allemagne occidentale, ne provoque une violente réaction russe, Washington fait remarquer que « l'accord de Londres fait partie d'un ensemble d'accords et de prises de position interdépendantes — plan Marshall, pacte à cinq, appui donné à ce pacte par le discours du Président Truman du 12 Mars, puis par les résolutions Vandenberg adoptées le 20 mai par les commissions des Affaires Etrangères du Congrès — qui forment un tout indissoluble » (*Le Monde* 5 juin). Ce qui, en d'autres termes, veut dire que la France ne peut avoir de garanties de sécurité, que dans la mesure où elle s'incorpore dans l'ensemble de la politique européenne et mondiale de Washington.

Sur le premier point, tous les journaux pro-gouvernementaux en France ont soutenu la même thèse qu'une résistance française était vaine et, qu'en tout cas, elle n'empêcherait pas les Anglo-Américains d'aller de l'avant. Cette argumentation de la presse favorable à la « troisième force » était nécessaire pour contrebalancer la propagande des adversaires de la politique gouvernementale et pour obtenir la ratification des accords de Londres par le Parlement.

Qui proteste en fait contre cette politique dictée à la bourgeoisie française par sa position réelle sur l'échiquier international ? Comme nous avons déjà eu l'occasion de le noter, ce sont d'une part, les gaullistes et d'autre part les stalinien français. Dépourvus de responsabilité gouvernementale et, par conséquent, ne risquant pas d'être mis immédiatement à l'épreuve, tous deux peuvent se vanter d'être capables de servir la bourgeoisie française, par une politique internationale différente de celle du gouvernement actuel.

De Gaulle représente l'aspect ultra-nationaliste de la politique internationale française qui réunit l'approbation des milieux les plus réactionnaires de la bourgeoisie française : monopoleurs craignant la concurrence américaine et redoutant que le relèvement de l'Allema-

gne, financé par Washington, ne les prive de leur propre base et de leur propre marché (1), gros colons de l'Afrique du Nord et de l'Indochine, paysans riches. D'autre part, de Gaulle mise sur la clientèle petite-bourgeoise qui forme le gros de ses troupes, sensible aux slogans de la « grandeur » impériale et de la haine traditionnelle du « Boche ». Son mouvement réactionnaire à tendances fascistes a besoin de l'alignement nationaliste et de l'illusion que la France reste une grande puissance mondiale gardant son empire et jouant le rôle dirigeant dans l'Ouest de l'Europe Continentale.

De Gaulle avait cru qu'en résistant à l'Amérique il pouvait l'amener à confier à la France plutôt qu'à l'Allemagne la place de pivot de la reconstruction européenne sous le contrôle de Washington. Il se retrancha ainsi, pendant une période, dans une attitude de réserve hautaine vis-à-vis des Etats-Unis. Mais quand l'antagonisme U.R.S.S.-Etats-Unis devint le fait dominant sur l'arène internationale et projeta le spectre d'une avance redoutable de Moscou vers l'Ouest et d'un nouveau conflit mondial, à la lumière de l'extrême faiblesse économique de la France, de Gaulle fut obligé, à son tour, de choisir et d'entrer, sans réserve, dans le jeu américain. Il loua la « force » et la « générosité » de l'Amérique, souligna à son tour la nécessité du bloc occidental européen, bouclier contre une nouvelle avance de l'U.R.S.S. et du « Communisme » et revisa sa politique envers l'Allemagne. Sur ce dernier point, il accepta de renoncer à sa thèse initiale du détachement de la Ruhr pour adopter celle de sa soumission à un contrôle « international », et dans son récent discours de Compiègne il salua, en quelque sorte, à son tour, le projet d'entrée de l'Allemagne dans la famille occidentale. Ses réserves actuelles contre les décisions de la Conférence de Londres, et même sa critique acerbe dans la forme, ne changent rien au fait que pour appliquer une politique différente de

(1) « On a vertement relevé, à Paris, le caractère « effarant » d'une proposition américaine, qui, en fait, étendait le contrôle prévu pour la Ruhr à certains complexes industriels de notre Lorraine » (c'est-à-dire de l'industrie sidérurgique française), article leader du périodique *Une Semaine dans le Monde* (29 mai 1948).

celle que dictent les Anglo-Américains il faudrait disposer de moyens adéquats.

Or, de Gaulle a le choix entre une politique à la remorque de Washington ou une attitude d'abstention et de protestation qui, en tout cas, n'est pas une politique. Une telle attitude ne peut lui servir que comme aliment démagogique pour ses troupes petites-bourgeoises, aussi longtemps qu'il se trouve dans l'opposition, mais elle ne lui servira jamais comme programme gouvernemental.

La position des stalinien français est symétrique de celle de De Gaulle, en observant toutefois qu'ils gardent l'avantage de la surenchère. En fait c'est le Bureau Politique du Parti Communiste français qui, le premier, a élevé « une solennelle protestation contre la politique de démission nationale » (Comptes rendus de la séance du 3 juin, *Humanité* 4-6-48) et qui, pour que de Gaulle ne puisse exploiter l'affaire, rappelle que cette politique « d'abandon » n'est que le développement de la politique sans cesse défendue par le Général de Gaulle ». La « démission nationale » consiste, selon les stalinien français, dans le fait que le relèvement de l'Allemagne passe avant celui de la France et que celle-ci abandonne les réparations.

L'attitude anti-allemande du Parti stalinien contraste violemment mais uniquement dans sa forme, avec la politique que mènent présentement, d'un côté l'U.R.S.S., devenue avec son porte-parole en Allemagne, le maréchal Sokolovsky, le champion de l'unité et de l'indépendance

### QUEL SERA LE ROLE DE LA FRANCE ?

Prise entre ce qu'on appelle élogiquement la « générosité » de l'Amérique, c'est-à-dire l'aide indispensable du plan Marshall et « l'égoïsme » américain, c'est-à-dire les conditions de cette aide conformes aux intérêts de l'impérialisme yankee, la France est forcée d'accepter en définitive la politique américaine « comme un tout », c'est-à-dire de capituler sur toute la ligne. Les coups que lui a portés le dernier conflit impérialiste lui ont enlevé toute base réelle pour une politique internationale tant soit peu indépendante.

Sa préoccupation essentielle à l'avenir sera de sauvegarder ce qui

allemande, et, d'autre part, les stalinien allemands. Mais elle ne lui sert exclusivement que pour attaquer l'ensemble de la politique extérieure pro-américaine de la bourgeoisie française.

« Un règlement du problème allemand conforme aux intérêts de la France implique nécessairement une *revision totale* de toute la politique extérieure de notre pays » (P. Courtade, *Humanité* du 4 juin).

On se tromperait, en fait, si l'on croyait que l'opposition du Parti stalinien français aux décisions de Londres signifie que ce parti épouse sur la question allemande, les mêmes thèses que celles de la bourgeoisie française sur la Ruhr et le régime politique de l'Allemagne. Le parti stalinien sur ces questions ne défendra en réalité que la position défendue par l'U.R.S.S. et son opposition actuelle reste délibérément dans l'imprécision et se contente d'une attitude anti-allemande capable de capter les sympathies nationalistes des masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes. C'est une attitude essentiellement démagogique et opportuniste, complètement subordonnée aux intérêts actuels de la politique extérieure soviétique. Qu'un accord intervienne entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur la question allemande, et le Parti stalinien français, avec la même farouche indignation qu'il manifeste aujourd'hui contre les responsables de la « démission nationale » dirigera tous ses feux contre les perturbateurs de « l'accord et de la solidarité des Alliés ».

peut lui rester de l'Empire, afin de faire encore figure de grande puissance, et de maintenir l'équilibre métropolitain, auquel est lié le sort même du régime social de la bourgeoisie française, par la surexploitation des colonies. En ce qui concerne sa politique européenne, elle ne pourra avoir d'autres ambitions que de se tailler la meilleure part possible dans l'aide américaine et d'occuper la meilleure place possible dans la « reconstruction européenne » sous le contrôle américain, en attendant que la guerre contre l'U. R. S. S. et la défaite proclamée certaine par tous les réactionnaires lui ouvre de meilleures perspectives.

Entre les deux guerres, la France a fait la police de l'Europe, en grande partie pour son propre compte. Actuellement ses ambitions ne dépassent pas le rôle de mercenaire au service d'un maître aussi puissant que l'impérialisme yankee.

Pour remplir cette honorable mission qui lui sert en même temps à sauvegarder « l'ordre » à l'intérieur et à imposer le respect à ses esclaves coloniaux en révolte, la France doit entretenir une armée puissante. Il s'agit avant tout d'une armée puissante en effectifs. Ainsi, sur le total de 1.500.000 hommes, dont disposerait le Bloc Occidental, la France s'inscrit avec un effectif « provisoire » de 757.000 hommes, qui absorbe 310 milliards de francs, c'est-à-dire presque autant que le déficit de son économie nationale pour l'année 1948 et plus que le total de l'aide

américaine pour la même période<sup>(1)</sup>. On peut ainsi mesurer toute l'absurdité monstrueuse d'un régime social réactionnaire. Mais il est naturellement utopique de vouloir faire entendre raison à la bourgeoisie française. Pour briser sa politique sur cette question, comme sur le reste ; pour sortir la France de l'ornière de la décadence et de la médiocrité, dans laquelle elle s'enfonce de plus en plus, il ne faut pas moins qu'une révolution : celle du prolétariat instaurant son pouvoir par des Comités, suivant l'exemple immortel de la Commune.

Juin 1948.

(1) Ceci est, du reste, valable pour l'ensemble du Bloc Occidental, dont les dépenses militaires s'élèvent, pour 1948, à quelque 4.500 millions de dollars, c'est-à-dire presque autant que l'aide américaine.

## A PARAITRE DANS NOS PROCHAINS NUMÉROS :

J. P. CANNON : La campagne présidentielle aux Etats-Unis.

M. PABLO : La doctrine stalinienne de la « Démocratie Nouvelle ».

E. GERMAIN : Le véritable testament de Léon Trotsky.

PEREGRINUS : Les kolkhozes durant et depuis la guerre.

X. Y. Z. : Stalinisme et Communisme en Albanie.

## DE PRAGUE A ROME

(Leçons de deux défaites)

Avec son instinct de classe raffiné, toute la bourgeoisie mondiale a parfaitement compris la signification des élections italiennes. Ses cris de triomphe ne sont nullement sans fondement. La petite bourgeoisie romaine fonctionne en général comme un baromètre bien sensible qui reflète fidèlement la pression sociale prédominante ; sa réaction à la proclamation des résultats électoraux en est d'autant plus significative : elle consista dans des acclamations enthousiastes à l'adresse de la... police motorisée de De Gasperi. C'est là, en vérité, que se trouve le vrai vainqueur de la bataille.

La victoire de la « démocratie chrétienne » n'ouvre nullement une période de développement pacifique ou libéral de la jeune république italienne. Elle signifie avant tout la consolidation du nouvel appareil d'Etat et d'oppression capitaliste qui a dû être reconstruit complètement

après l'effondrement du fascisme. En même temps, elle signifie le début d'une période d'attaques directes contre les maigres conquêtes qui subsistent encore de l'insurrection de mars 1945. La campagne électorale du gouvernement s'est déroulée sous le triple signe de la mitre, de la *Celere* (1) et du dollar. Les évêques ont menacé d'excommunication ceux qui « votaient mal » ; l'appareil de répression ultra-moderne a intimidé les couches hésitantes par une manifestation véritable de force ; le dollar a symbolisé l'odieux chantage à la faim que l'impérialisme américain n'a cessé de pratiquer pendant la campagne électorale. Ce sont aussi des raisons tangibles pour expliquer la force du courant conservateur. Mais cela ne suffit nullement à expliquer la défaite. Il faut encore examiner la réplique que leur ont donné les partis se réclamant de la classe ouvrière.

### LE PROGRAMME, FACTEUR DECISIF

Tandis que la bourgeoisie, après les élections, se sent à nouveau maîtresse de la maison, le prolétariat est profondément désorienté et même épouvanté par les résultats électoraux. Sa campagne électorale avait pourtant été marquée, au moins dans sa phase initiale, d'un admirable élan combattif. Des occupations d'usines dans le Nord et des mouvements agraires dans le Sud, indiquaient clairement les objectifs que les masses s'étaient fixés. Par dizaines de milliers, ouvriers, employés, petits paysans, métayers se rassemblaient dans les congrès et les meetings provinciaux du « Front ». C'étaient ces signes précurseurs d'une mobilisation révolutionnaire des classes laborieuses qui avaient tant effrayé les observateurs étrangers. Leurs cris hystériques au sujet d'un « complot stalinien » inexistant cachèrent mal leur inquiétude justifiée relativement aux aspirations insurrectionnelles de l'avant-garde prolétarienne d'Italie.

Au début de la campagne électorale, les dirigeants staliniens et ma-

ximalistes du « Front démocratique », se sont efforcés de canaliser à leur profit cette poussée profonde des masses laborieuses et ont suggéré à celles-ci qu'une bataille décisive se déroulerait à l'occasion des élections. Mais pendant la phase capitale de la campagne électorale, au cours de laquelle a été posée la question de son contenu programmatique, de ses objectifs précis et de ses limites ultimes, les dirigeants staliniens et centristes ont démontré une fois de plus leur lamentable banqueroute politique. Les partis bourgeois et les réformistes saragatiens avaient placé au centre de leur campagne les questions économiques vitales pour les masses : le ravitaillement, la reconstruction, la lutte contre le chômage. Le plan Marshall constituait, comme de bien entendu, la plaque tournante de cette campagne.

Les dirigeants du « Front » n'ont nullement essayé d'opposer à ce

(1) Police d'Etat motorisée.

programme concret et fort séduisant les revendications qui vibraient au cœur de millions d'exploités : « La terre aux paysans, les usines aux ouvriers, le pouvoir aux travailleurs ». Ils ne se sont nullement efforcés d'opposer au plan Marshall un plan concret de reconstruction socialiste de l'Italie dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Ils n'ont nullement fait appel aux sentiments de dégoût et de révolte des masses face aux infâmes comédies « constitutionnelles » de la bourgeoisie réactionnaire. Au contraire, ils ont accepté le débat sur le terrain où l'adversaire l'avait placé et ont opposé au plan Marshall... la défense de « l'honneur » (!) et de « l'indépendance nationale » ! Ils sont même allés aussi loin que de défendre l'idée d'une économie autarcique qui, en Italie, a une résonance nettement fasciste. Pareille dérobade ne pouvait tarder à avoir ses effets sur de

#### L'UNITE SANS LE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE : UN CADRE SANS CONTENU

Dans le mouvement ouvrier français, les discussions qui ont commencé à la suite de l'échec du grand mouvement gréviste de novembre-décembre 1947 sont encore loin d'être terminées. Mais le résultat des élections italiennes porte dès aujourd'hui un coup mortel à l'argumentation des stalinien ou des centristes. Pour ceux-là, c'est la social-démocratie qui seule aurait causé la défaite en divisant le camp gréviste ; on se plaisait, dans ces milieux, à opposer « l'unitarisme » des Nenni et Basso, « gages sûrs de la victoire » (« La Bataille Socialiste »). Pour les autres, les grévistes de novembre avaient été « débordés » sur la droite parce que le P.C. avait utilisé une tactique trop radicale (!) ; on se plaisait chez eux à opposer à la politique « ultra-gauche » de Thorez, la politique « raisonnable » de Togliatti. Hélas, les élections italiennes infirment de la façon la plus nette l'une et l'autre de ces théories impuissantes.

En réalité, les élections italiennes ont confirmé la leçon des grèves françaises quant à l'incapacité totale du stalinisme d'offrir aujourd'hui, même au cours de ses « tournants à gauche », un programme de classe apte à réaliser la mobilisation effective du prolétariat dans la lutte. Tout comme à l'étape précéden-

larges couches petites bourgeois et du prolétariat. Placés, par les orateurs stalinien eux-mêmes, devant le choix insensé entre le blé américain et l'honneur national au ventre creux, des centaines de milliers d'électeurs ont changé de camp durant les deux semaines décisives de la campagne électorale et voté pour la « démocratie chrétienne », même dans les bastions ouvriers traditionnels de Turin, de Gènes et de Milan. La poussée des masses qui avait débuté il y a trois mois dans une atmosphère d'enthousiasme véritable s'est effondrée lamentablement par suite de l'absence totale d'un programme d'action, capable d'exprimer clairement les aspirations profondes des exploités et d'opposer aux plans de brigandage et d'asservissement du Grand Capital le plan de reconstruction socialiste du prolétariat.

le, le programme d'action stalinien reste de l'opportunisme pur, dont toute idée de lutte de classe prolétarienne est absente, et qui semble exclusivement destiné à « neutraliser » certaines couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie. Ce programme passe ouvertement à côté de la classe ouvrière dont les besoins pressants et les souffrances profondes ne pourront être résolues que « demain » quand les « rapports de forces » deviendront « plus favorables » (par un coup de baguette magique ?) et quand on ratera gratis. Il est clair que, même quand les stalinien déclenchent une grève générale — comme ils viennent de le faire en Finlande — il ne s'agit nullement pour eux de défendre telle ou telle revendication ouvrière, même limitée, mais exclusivement d'utiliser le prolétariat comme « masse de manœuvre » de la diplomatie du Kremlin, en ne manifestant que dans les cas d'extrême nécessité leur « respect » pour les aspirations des masses par des coups de chapeau démagogiques.

C'est pour la même raison que les dirigeants stalinien sont aujourd'hui incapables de constituer effectivement l'unité du front prolétarien, même dans le cas où, comme en Italie, ils réussissent à conclure

un pacte d'unité d'action avec les leaders sociaux-démocrates les plus représentatifs.

Cela ne diminue en rien la responsabilité des chefs sociaux-démocrates qui, dans la plupart des pays d'Europe occidentale sont tombés à un niveau de briseurs de grève si vulgaires qu'un Otto Bauer ou un Philippe Scheidemann apparaîtrait, par comparaison à eux, comme un véritable héros de classe. Mais cela donne à l'expérience italienne, après l'expérience française, sa véritable signification. Le « tournant gauche » des stalinien se confirme une

fois de plus n'être qu'une manœuvre de chantage diplomatique passagère et non un retour à une politique anti-capitaliste offensive. Il constitue seulement un changement de méthode, non un changement de programme. Hier avec opportunisme et conciliation de classe, aujourd'hui avec aventurisme et hystérie « gauchiste », les partis stalinien continuent à poursuivre le même but de la politique extérieure russe : non renverser le capitalisme mondial, mais obtenir de celui-ci un compromis plus favorable, un « nouveau Yalta ».

#### STALINE, GRAND ORGANISATEUR DES DEFAITES

Les élections ont d'un seul coup résolu une autre question débattue avec passablement de confusion dans les rangs des ouvriers avancés. Le rôle du stalinisme dans le passé était toujours apparu clairement comme celui d'organisateur de défaites sanglantes. Qu'il s'agisse de la révolution chinoise ou de la lutte contre la prise du pouvoir d'Hitler, de la guerre civile espagnole ou de la lutte des partisans grecs — partout le stalinisme a brisé les montées les plus prometteuses du prolétariat mondial. Les défaites qu'il a ainsi provoquées n'étaient pas seulement des défaites de la classe ouvrière ; elles détruisaient également en passant le champ d'action et les organisations des partis stalinien.

Les récents événements en Europe orientale ont cependant engendré des doutes quant à la justesse de ce mouvement chez un certain nombre d'ouvriers conscients et surtout de compagnons de route petits-bourgeois du mouvement révolutionnaire. En effet, il semble que, dans ces pays, ce soit pour la première fois le stalinisme qui élimine les partis bourgeois et non pas la bourgeoisie qui élimine les partis stalinien. De différents côtés on a ainsi été amené à poser la question de savoir s'il n'y avait pas là un indice que le stalinisme commence à surmonter ses propres contradictions internes. Les uns y voient une tendance qui obligerait le stalinisme à retourner sur la voie de la révolution sociale, sous la pression de l'impérialisme mondial. Les autres, par contre, y voient ses contradictions internes dépassées du fait que la caste parasitaire

se transformerait en nouvelle classe dominante qui menace de détruire à l'échelle mondiale les forces de la révolution ouvrière tout comme celles de la bourgeoisie impérialiste et d'ériger à leur place une nouvelle société exploiteuse d'esclaves.

Après les grèves françaises, les élections italiennes constituent un nouvel avertissement à tous ceux qui continuent à juger les classes et les partis avec un impressionnisme incorrigible. Il est avant tout nécessaire de répéter une fois de plus qu'on ne peut isoler les événements de tel ou tel pays de leur cadre mondial et de l'ensemble de la situation mondiale dans laquelle ils se déroulent. Le coup de Prague a réussi non parce que la tactique stalinienne est devenue tout-à-coup « victorieuse » après n'avoir produit pendant deux décades rien d'autre que des défaites. Il a réussi parce que la bureaucratie stalinienne a pu utiliser son écrasante supériorité économique et militaire contre une bourgeoisie à demi détruite et exsangue sans que l'impérialisme mondial n'intervienne. Pour en comprendre la signification, il n'est nullement nécessaire d'étudier l'ennuyeux rapport de Jdanov à la conférence de Bialistok ; il suffit de prendre connaissance des décisions et des protocoles secrets de Téhéran, de Yalta et de Potsdam et de suivre attentivement l'évolution de la diplomatie américaine depuis cinq ans. Staline n'a nullement « conquis » Prague ; ce sont Churchill et Roosevelt qui la lui ont jadis froidement livrée. Le prix que Staline a payé pour cet abandon, c'est la liquidation des possibilités grandioses qu'a-

vaient le prolétariat et les partis communistes de renverser le capitalisme vers la fin de la guerre, en Europe occidentale et centrale, dans les colonies et dans plusieurs pays d'Amérique latine. Ce prix, la bourgeoisie mondiale ne l'a pas seulement encaissé jusqu'au dernier sou, elle lui fait même constamment rapporter de nouveaux intérêts, quand Nehru met le P.C. hors la loi aux Indes, quand de Gaulle avance sa candidature au titre de bourreau des communistes français et quand la réaction grecque massacre par milliers les meilleurs combattants ouvriers. Seuls, des bureaucrates cyniques comme Thorez peuvent, face à ce tableau, se réjouir de la « progression constante des forces communistes dans le monde » et oppo-

### LA DIVISION DES RANGS PROLETARIENS

On commettrait cependant une lourde erreur de limiter les effets néfastes du stalinisme à l'évolution défavorable des rapports de force entre les classes sur le plan objectif. Les travailleurs de tous les pays ne restent nullement insensibles devant les crimes inouïs du stalinisme en Europe orientale. La suppression impitoyable de toute opposition ouvrière ; la destruction des syndicats comme organisations autonomes de la classe ouvrière ; la paupérisation des masses ; la terreur policière et le travail forcé, — toute cette carte géographique des « nouvelles routes vers le communisme » dessinée par Molotov ne peut qu'inquiéter et démoraliser à l'extrême le prolétariat mondial.

(2) Une semaine avant les élections italiennes, la presse stalinienne a publié la révélation sensationnelle d'un grand complot du Vatican ; les documents publiés s'avèrent des faux bien avant le 18 avril. Le véritable complot clérical, à savoir la mobilisation et l'intervention dans la campagne électorale de milliers de prêtres, salariés par l'Etat, comme agents électoraux de Gasperi, n'a pu être dénoncé sérieusement par les stalinien. Ceux-ci avaient en effet eux-mêmes voté au Parlement le concordat avec le Vatican quand ils faisaient encore partie de la coalition tripartite. De façon générale, il est significatif de noter combien les stalinien sont idéologiquement désarmés en face de leurs ennemis les plus dangereux. Ils se sont eux-mêmes privés de leurs meilleures armes. Quelques jours avant les élections, le gouvernement italien avait organisé à Rome une grande parade militaire, évidemment pour intimider les électeurs. Le P. C. salua en termes dithyrambiques « la grande

ser une fausse indignation à tous ceux qui parlent d'une poussée de la réaction. Chaque ouvrier sait et comprend que le capitalisme est aujourd'hui passé partout à l'offensive sur l'échelle mondiale et que les différents partis communistes sont aujourd'hui plus faibles et plus isolés qu'il y a trois ans — à l'exception des pays du « glaciage ». Mais à l'échelle mondiale, Paris, Rome et Calcutta sont infiniment plus importants que Prague ou Budapest. C'est pourquoi, à l'échelle mondiale, le stalinisme s'avère plus que jamais une formidable organisation de démoralisation et de défaite pour la classe ouvrière, même s'il réussit de temps en temps à porter un coup au capitalisme.

*Les crimes de Staline en Europe orientale projettent aujourd'hui l'ombre de l'anticommunisme sur le monde.*

En ce sens la défaite de Rome constitue une réplique immédiate au coup de Prague. C'est ainsi qu'on comprend pourquoi la bourgeoisie italienne a osé lever insolentement la bannière de la « liberté » face au stalinisme, alors qu'elle est en train de monter fiévreusement une armée et une police de guerre civile pour écraser le mouvement ouvrier libre. C'est ainsi qu'on comprend pourquoi le stalinisme est incapable de lui opposer autre chose que des slogans creux ou des documents sensationnels falsifiés(2).

armée nationale ». Avant leur première grande défaite, les chefs stalinien voulaient encore rapidement donner le brevet de sainteté à leurs futurs bourreaux !... On pourrait comparer cet aveuglement avec un autre épisode non moins significatif : le 24 février, journée décisive de la crise tchèque, les étudiants de Prague organisèrent une démonstration devant le palais présidentiel et dans le quartier des diplomates. Quand la police commença à s'opposer à la manifestation, les étudiants entonnèrent l'hymne national. Les policiers, immédiatement, s'arrêtèrent et se mirent au garde-à-vous ; devant de pareils arguments, les policiers sont en effet désarmés. L'hymne terminé, les étudiants se laissèrent disperser sans résistance... Les deux épisodes illustrent l'impasse idéologique complète dans laquelle se sont fourvoyées et l'opposition stalinienne contre le capitalisme, et l'opposition petite bourgeoise contre le stalinisme.

Dans l'étape actuelle de décomposition du capitalisme, une offensive sérieuse du Capital mondial contre la classe ouvrière est impossible sans une division profonde des rangs prolétariens. Si Wall Street et ses agents parviennent aujourd'hui à réaliser partout cette division, cela est dû en premier lieu aux « victoires » stalinien en Europe orientale et à l'ensemble de la politique passée des Partis communistes. L'inter-action de ces deux facteurs a provoqué une scission fondamentale du mouvement ouvrier mondial en deux camps, chacun d'eux étant liés en premier lieu aux intérêts d'une des grandes puissances en présence. Loin de réagir contre cette scission, dirigeants réformistes et stalinien font tout leur possible pour l'approfondir davantage encore et préparent ainsi fatalement leur propre destruction. La thèse du « parti de Moscou » comme celle du « parti américain » n'a d'autre signification objective que de perpétuer et d'approfondir la division de la classe ouvrière.

Mais cette division ne se limite nullement aux visées contradictoires des deux bureaucraties traîtres du mouvement ouvrier. Elle reflète en même temps le développement inégal de la conscience ouvrière,

### UNITE D'ACTION, FRONT UNIQUE ET PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE

Dans cette situation de scission et de désarroi, le prolétariat international ne s'est pas, jusqu'ici, montré capable d'opposer une résistance organisée à l'offensive capitaliste. Après l'échec des grèves de novembre-décembre, le prolétariat français, loin de pouvoir porter un coup décisif à la menace gaulliste, n'a pas encore rassemblé les forces nécessaires pour lutter d'une façon unie pour les revendications économiques les plus immédiates. Après la défaite électorale en Italie, la réaction énergique à l'usine et à la rue que tant de militants communistes d'avant-garde avaient escomptée, ne s'est pas produite. Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de l'évolution des rapports sociaux en Europe, la troisième depuis la liquidation de la guerre qui est en même temps la première dans laquelle l'initiative et la concentration de toutes les forces jouent en faveur du grand capital.

développement qui est chaque fois à nouveau déformé par les défaites et les trahisons des directions banqueroutières. Comme la social-démocratie et le stalinisme se conditionnent aujourd'hui l'une l'autre et ne peuvent se maintenir que grâce à leur existence et à leur faillite politique mutuelle, la compréhension politique de larges couches ouvrières se développe dans le circuit fermé de ce repoussoir réciproque. Ceux qui ont assimilé la trahison fondamentale du réformisme continuent à végéter à l'intérieur ou à la périphérie des partis stalinien malgré le fait que les grèves de novembre-décembre en France et les élections italiennes ont immensément accentué leur méfiance et leur esprit critique à l'égard de leur propre direction. Mais ceux qui ont compris une fois pour toutes que le stalinisme ne cherche qu'à utiliser le mouvement ouvrier et non à le conduire à la victoire, ceux-là ne peuvent plus revenir se placer derrière la direction stalinienne, même si celle-ci dessine des manœuvres d'un radicalisme désarticulé. Le passé récent du stalinisme lui-même barre définitivement la route à l'étape présente à la reconstruction de l'unité du front prolétarien.

Cependant la classe ouvrière, dans aucun pays important, n'a pas encore souffert une défaite décisive. Les victoires de la réaction ne sont encore que des victoires partielles. Elles sont d'une importance capitale, dans la mesure où elles rendent à la bourgeoisie l'espoir d'une relative stabilisation de sa domination qu'il faudra encore conquérir sur le terrain économique. Mais elles ne suffisent pas pour clore la période historique ouverte par la révolution italienne en 1943 et pendant laquelle le prolétariat a reconquis dans une large mesure les positions perdues par suite de la victoire du fascisme. Cette période, comme la période précédente, ne pourra se terminer que par la destruction du mouvement ouvrier et l'éclatement de la guerre ; ou par une victoire révolutionnaire décisive dans les pays les plus importants.

Un effondrement complet, tel que celui subi par le mouvement ou-

vrier allemand en 1933, ne facilite pas, mais rend au contraire infiniment plus difficile, la maturation de la conscience de classe. Par contre, des défaites partielles, comme celle du prolétariat allemand en 1919 ou du prolétariat espagnol en 1934, permettent à de larges couches de l'avant-garde de tirer les leçons des erreurs passées et de préparer de nouvelles luttes à un niveau plus élevé. Elles sont souvent suivies, après une brève intervalle, par une nouvelle montée puissante de la lutte des masses (Allemagne 1923, Espagne 1936), si entre temps la situation objective n'a pas été fondamentalement bouleversée.

Un tel changement est pour ainsi dire exclu en Europe à l'étape présente. La guerre y a tellement ébranlé l'économie, le capitalisme est aujourd'hui à tel point incapable de produire autre chose que la guerre ou le chaos que, même au cas où le plan Marshall serait entièrement appliqué et où les crises sociales dans les pays extra-européens n'avaient aucune incidence sur l'évolution européenne, le continent européen continuerait à végéter pendant les années qui viennent à un niveau économique proche de celui de la crise de 1938. Cela signifiera de nouveaux mois de faim pour les prolétaires de Hambourg, de nouveaux mois de misère pour ceux de Rome, de Paris ou de Varsovie, qui attendent déjà depuis une décennie une amélioration même relative de leur sort. De ce fait, le mouvement révolutionnaire aura de nouvelles occasions pour aider les travailleurs à tirer les leçons des défaites partielles d'aujourd'hui afin de préparer les victoires totales de demain.

Sans une défense victorieuse contre les attaques du capital mondial, la classe ouvrière ne sera pas capable de reprendre l'offensive. Sans la reconstitution de l'unité du front prolétarien, une défense victorieuse contre ces attaques est impossible. La tâche centrale de l'étape actuelle est par conséquent celle de faire une propagande inlassable pour l'unité d'action ouvrière. La criminelle politique de scission et de division des leaders réformistes et stalinien doit être constamment démasquée. Il faut en même temps expliquer inlassablement aux travailleurs que le fait

que Togliatti reçoit des ordres de Moscou et Saragat de Washington n'enlève rien à la nécessité immédiate d'unir, face à la police ou au patronat, les ouvriers qui suivent encore les chefs réformistes à ceux qui suivent encore les leaders stalinien. Tous les ouvriers doivent construire un *front de classe*, sinon ils perdront dans les mois prochains la semaine de 40 heures, une partie des lois sociales, le droit de grève et peut-être même le droit d'organisation syndicale.

Mais il ne suffit nullement de *précher* l'unité d'action ; il faut encore *lutter* pour sa *réalisation concrète*. Tant en France qu'en Italie l'expérience a montré que cela est tout d'abord possible là où le poids du facteur principal de démolition — la direction traître — est le moins lourd. Là où la grève ou la campagne électorale a été dirigée par des révolutionnaires, l'unité d'action du prolétariat a été réalisée en fait dans la lutte. Il ne suffit donc nullement d'apporter un ferment idéologique ; il faut encore introduire dans ce processus un catalyseur organisationnel. Tout le progrès du mouvement révolutionnaire depuis 1933 peut être résumé ainsi : jadis, il était impuissant à réaliser autre chose que la défense de sa politique juste ; aujourd'hui il est déjà capable sporadiquement, dans certaines usines ou dans certaines localités, de constituer cet élément catalyseur. Du point de vue quantitatif, c'est un progrès modeste ; du point de vue qualitatif, cela signifie qu'une nouvelle étape de croissance a été atteinte. Chaque usine et chaque quartier qui voient se réaliser en fait l'unité d'action exercent une impression puissante sur les usines et les quartiers avoisinants et forcent les ouvriers sociaux-démocrates et stalinien à poser la question de l'unité d'action dans leur propre parti. En ce point, c'est l'offensive de *front unique* du parti révolutionnaire qui intervient et qui doit apprendre à partir intelligemment des expériences pratiques, des formules populaires et des initiatives de la base.

Dans des périodes de défaites partielles, de regroupement des forces politiques et de désarroi idéologique, il apparaît toujours des charlatans

pour proposer de réduire le programme révolutionnaire à un minimum et qui pensent pouvoir faciliter la réalisation de l'unité d'action en avançant uniquement les mots d'ordre qui sont acceptés également par les directions stalinien et réformistes. A la lumière de la dernière expérience italienne, la banqueroute du liquidationisme centriste se vérifie une fois de plus. Loin de faciliter la construction de l'unité d'ac-

tion prolétarienne, les capitulations politiques des centristes aident les réformistes à maintenir le prolétariat dans l'impuissance et facilitent la désorientation des travailleurs par les stalinien. *Plus le programme est creux et plat, et plus la défaite est profonde*. Cette vérité a été payée par trop de sang et trop de souffrances de la classe ouvrière pour que l'avant-garde ait le droit de l'oublier encore une fois !

### LE PROLETARIAT NE PEUT APPRENDRE QU'EN COMBATTANT

Après les élections italiennes, comme après les grèves en France, il est nécessaire d'opérer un tournant rapide mais souple dans l'objectif principal du mouvement révolutionnaire. *L'attention doit se concentrer maintenant sur l'ouvrier communiste*. Les défaites partielles provoquent inévitablement une fermentation sérieuse dans les rangs des ouvriers communistes honnêtes. La période présente est la période classique des soi-disants « autocritiques » de la part des dirigeants stalinien ; il ne se passe pas de session du comité central français ou italien sans que cette comédie ne s'y joue. Mais ce genre « d'autocritique » est condamné par avance à passer à côté de l'inquiétude et de la critique *révolutionnaire* que l'avant-garde ouvrière ressent aujourd'hui. Les ouvriers italiens se demandent aujourd'hui ouvertement ce qui était erroné dans la campagne électorale du P. C. Ils ont appris des événements que leurs chefs, loin d'être infailibles, ont commis la plus grossière et la plus criminelle des erreurs : conduire à la défaite une armée prête à s'élancer à la victoire qui était certaine avec les rapports de force donnés. Togliatti est aujourd'hui obligé de laisser son propre parti sans perspective aucune. Alors qu'il parle d'une « opposition parlementaire constructive » et que l'*Unità* célèbre comme une victoire (!) éclatante le fait que le P. C. a forcé (!) Einaudi à jurer fidélité à la nouvelle constitution républicaine », les révolutionnaires italiens doivent sans cesse démontrer aux ouvriers communistes la nécessité de rétablir l'unité du

front prolétarien et doivent les inciter à agir aussi longtemps qu'ils en ont la possibilité. Ils ne pourront gagner des dizaines de milliers d'ouvriers ; mais beaucoup de militants d'avant-garde, éduqués et conscients, ceux qui étaient les premiers à prendre les armes en 1943 et les premiers à arrêter le travail l'an passé, comprendront parfaitement leur langage. Car, comme les révolutionnaires français, les révolutionnaires italiens ont gagné le *droit à la critique* en combattant à l'étape précédente côte-à-côte avec les ouvriers communistes, sans abandonner un seul instant leur programme propre.

C'est là une leçon à tirer de l'ensemble de l'histoire passée du mouvement ouvrier. Le prolétariat ne peut apprendre que dans l'action. Tout aussi sûrement que le stalinisme glisse de « victoire » en « victoire » vers son effondrement inévitable, aucun mouvement ne pourra reprendre l'héritage comme force dominante du mouvement ouvrier s'il n'a pas, dans l'étape des luttes décisives, combattu côte à côte avec les ouvriers communistes. Il faut empêcher que la chute de Staline ne signifie la transformation de l'U.R.S.S. en une colonie de l'impérialisme, tout comme il faut empêcher que la destruction des partis stalinien ne signifie la destruction du mouvement ouvrier organisé. Il s'agit, au contraire, de créer les conditions nécessaires pour permettre au prolétariat russe et mondial de retrouver demain massivement la voie de la politique de classe révolutionnaire. C'est là la fonction du programme de l'organisation et de la lutte de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## La situation en Palestine

(Thèses du groupe trotskyste palestinien)

La thèse de nos camarades palestiniens, que nous publions ci-après, a été élaborée avant la proclamation formelle de l'Etat d'Israël et l'invasion de la Palestine par les armées des Etats arabes. Comme elle permet de comprendre le fond des événements, il nous suffira d'une brève mise au point de la position de la IV<sup>e</sup> Internationale face aux récents événements.

Ce que nous avons déclaré au moment de la décision de l'O. N. U. du partage de la Palestine (« IV<sup>e</sup> Internationale », janvier-février 1948) reste complètement justifié en ce qui concerne le nouvel « Etat » miniature d'Israël. Loin de résoudre la question juive, il va lui donner une acuité encore plus tragique, non seulement en accentuant les tendances antisémites en Grande-Bretagne et dans les pays du Proche-Orient, mais aussi et surtout en cristallisant les sentiments anti-impérialistes des masses arabes dans tous les pays environnants. Même abstraction faite de l'attitude des grandes puissances, cet Etat n'a aucun avenir historique. Sujet à des crises et à des convulsions permanentes — la guerre civile permanente n'ayant été évitée que par le nettoyage complet de tous les villages arabes sur son territoire — il sombrera dans une effroyable boucherie à une prochaine étape de la révolution arabe, si le prolétariat juif ne se détache pas à temps du chauvinisme sioniste. La tâche des révolutionnaires juifs en Israël est de préparer cette rupture. Leur ligne politique doit rester inébranlablement celle de la lutte contre le partage de la Palestine, pour la réintégration du territoire d'Israël dans une Palestine unie, dans le cadre d'une Fédération des Etats Arabes du Moyen-Orient qui garantira à la minorité juive tous les droits d'autonomie culturelle nationale.

Les potentats féodaux arabes Farouk et Abdullah, loin de lutter contre le partage de la Palestine, cherchent surtout à partager ce malheureux pays entre leurs propres royaumes. Leur invasion avait surtout pour but de détourner l'attention de leurs propres sujets de la tension sociale montante dans leurs pays. En même temps, ils ont cherché à exploiter les sentiments anti-impérialistes des masses pour couvrir leur propre capitulation misérable devant le capital mondial (affaire du Soudan, traités de l'Irak et de la Transjordanie avec la Cité, etc.). Quelques semaines de guerre ont suffi à dévoiler l'organisation lamentable de leurs forces militaires. Ce n'est pas sous leur direction que les masses arabes pourront réunifier la Palestine. Encore moins la lutte contre l'impérialisme se développera-t-elle sous leur égide, alors que même dans l'affaire de la Palestine les souverains arabes sont prêts à se laisser imposer finalement le compromis élaboré actuellement par les grandes puissances.

Il en va tout autrement de l'opposition que les masses arabes manifestent de toute part contre l'Etat d'Israël et l'intervention de l'impérialisme dans cette partie du monde. Cette opposition est une force incontestablement progressive, qui, demain, ira renforcer le courant général de la révolution arabe au Moyen-Orient. Aujourd'hui les masses restent dans l'expectative, aussi longtemps que leurs propres maîtres semblent se charger du combat. Quand la trahison de ceux-ci éclatera à la face du monde, l'intervention indépendante des masses arabes sera à l'ordre du jour. Elle permettra à ce moment une convergence de la lutte contre les seigneurs féodaux et l'effroyable misère sociale et de la lutte contre l'impérialisme et le sionisme. Préparer dès aujourd'hui cette convergence est la tâche des révolutionnaires du Moyen-Orient qui, tout en luttant contre tout courant chauvin et antisémite, concentreront leur propagande sur les mots d'ordre suivants :

A bas le partage de la Palestine ! Pour une Palestine arabe unie et indépendante, avec pleins droits de minorité nationale à la communauté juive.

A bas l'intervention impérialiste en Palestine ! Hors du pays toutes les troupes étrangères, les « médiateurs » et « observateurs » de l'O. N. U. ! Pour le droit des masses arabes à disposer d'elles-mêmes. Pour l'élection d'une Assemblée Constituante au suffrage universel et secret ! Pour la révolution agraire !

A bas la Ligue Arabe, instrument de l'impérialisme ! A bas les rois corrompus et les féodaux exploités ! Vive la révolution socialiste arabe dans le Moyen-Orient !

1. — La faiblesse de l'impérialisme britannique après la deuxième guerre mondiale, la consolidation de la bourgeoisie indigène dans quelques colonies importantes et le développement de la classe ouvrière ainsi que l'intensification de sa lutte sociale et anti-impérialiste ont obligé la Grande-Bretagne à évacuer ses troupes de certaines colonies et à prévoir un réajustement de la défense de l'Empire. D'autre part, la bourgeoisie indigène est devenue un agent de la domination impérialiste indirect plus digne de confiance du fait de la peur grandissante devant la classe ouvrière organisée qui est sortie plus forte que jamais de cette guerre. Particulièrement dans les colonies et semi-colonies et dans les régions coloniales où l'impérialisme américain a pénétré comme principale puissance économique, l'impérialisme britannique essaie d'assigner une partie des tâches de la défense de l'Empire et de la préparation de la prochaine guerre mondiale à l'impérialisme américain. D'autre part, la Grande-Bretagne cherche à maintenir autant d'influence économique et d'autorité sur la bourgeoisie indigène qu'il est possible de le faire. C'est ce qui se passe à présent dans le Moyen-Orient. D'une part, l'impérialisme britannique évacue une partie de ses troupes de Palestine et de l'Irak et laisse à l'O. N. U., c'est-à-dire à l'impérialisme américain, le soin de décider le sort de la Palestine et, d'autre part, il incite à la « guerre sainte » en Palestine afin de gagner de l'influence politique sur le monde arabe et il s'efforce de s'allier aux Etats arabes, comme par le traité prévu avec l'Irak qui donnerait à l'impérialisme britannique le maximum de pouvoir possible dans les conditions de domination indirecte. L'antagonisme entre les impérialismes américain et britannique dans cette région se manifeste particulièrement dans la question de savoir de quelle façon chacun d'eux peut obtenir le maximum d'influence directe sur l'économie et la politique indigènes tout en y envoyant le plus petit nombre de troupes. La décision de diviser la Palestine appuyée par les Etats-Unis apparemment en opposition à la Grande-Bretagne a créé la situation suivante dans l'Orient arabe : la Grande-Bretagne a obtenu la possibilité de retirer une partie de ses troupes tout en renforçant son prestige dans le monde arabe ; l'Amérique, dont les intérêts pétroliers n'ont pas souffert d'une certaine perte de prestige à cause des liens économiques qui lient la bourgeoisie indigène à l'impérialisme yankee, y a gagné un agent direct : la bourgeoisie sioniste qui, de ce fait, est devenue complètement dépendante du capital américain et de la politique américaine. De plus, l'impérialisme américain a maintenant une justification pour intervenir militairement dans le Moyen-Orient chaque fois que cela lui conviendra. Tous les deux ont créé une situation de chauvinisme grandissant dans

laquelle il est devenu possible d'écraser la classe ouvrière arabe et tous les mouvements de gauche dans tout l'Orient arabe — et ceci est également dû à cause de l'appui russe au plan impérialiste de division de la Palestine.

2. — Les féodaux arabes et la bourgeoisie du Moyen-Orient représentés par la Ligue Arabe voient dans la bourgeoisie sioniste un concurrent non seulement sur le marché des moyens de consommation du Moyen-Orient (en ce qui concerne l'Egypte) mais également sur le marché des agents impérialistes dans l'Orient arabe. Par sa guerre raciale contre les Juifs de Palestine, la Ligue Arabe veut limiter la zone d'activité des industries juives et prouver à l'impérialisme qu'elle est un facteur qui peut encore mieux le servir que le sionisme. En même temps, elle favorise l'impérialisme dans ses plans sur une grande échelle au Moyen-Orient et elle n'est que trop intéressée à suivre ses ordres en vue d'utiliser cette guerre chauvine pour aviver les sentiments anti-russes et pour écraser brutalement la classe ouvrière arabe et tous les groupes de gauche. Elle voit dans l'épouvantail sioniste et dans le problème palestinien en général une trop belle occasion pour détourner l'attention des masses opprimées des pays arabes de leurs problèmes sociaux et de l'exploitation impérialiste et indigène et pour exacerber les haines raciales contre les minorités et pour recruter des chômeurs pour « Jihad » en Palestine. Dans ces circonstances, l'antagonisme traditionnel entre les deux cliques de la Ligue Arabe — la famille hashemite britannique d'une part et le bloc américain du roi du pétrole de l'Arabie, de l'Egypte et du régime actuel en Syrie d'autre part — se manifeste dans leur compétition pour l'intervention la plus extrême et la plus active en Palestine afin d'être sur place, d'y créer un fait accompli et de rassembler le butin dès qu'il sera nécessaire de se conformer aux décisions finales de l'impérialisme.

3. — Les féodaux arabes de Palestine, sachant que dans une telle guerre raciale ils sont les dirigeants naturels, veulent reconquérir de cette façon leur autorité sur la population arabe de Palestine, autorité qui avait été affaiblie par le développement durant la guerre de la jeune bourgeoisie des villes du littoral et par la croissance et l'organisation de la classe ouvrière arabe de Palestine. L'appui direct que l'impérialisme britannique a accordé à ces dirigeants féodaux, contre tout autre facteur arabe (« rapatriement » des Husseinis, reconnaissance du Haut Comité arabe imposé par lui-même, etc.) — tout cela parce que l'impérialisme anglais était intéressé à voir la direction arabe la plus réactionnaire et chauvine — a permis à ces féodaux d'imprégner dès le début leur propre caractère aux événements actuels. Alors que la révolte de 1936 avait commencé par une grève générale et s'était concentrée au

début dans les villes, cette fois-ci le principal aspect de l'activité a été dès le début une action militaire de bandes de guerillas rurales. Alors qu'en 1936-1939 une grande partie des « combats » a été menée contre les troupes britanniques (même si le but principal était dirigé contre les Juifs) cette fois-ci ce sont principalement les Juifs qui sont attaqués, tandis que les fonctionnaires de l'impérialisme britannique ainsi que les officiers et les soldats sont traités amicalement ou tout au plus accusés de ne pas tenir la « neutralité » promise. C'est ainsi qu'ils ont réussi à créer une atmosphère de chauvinisme extrême, dans laquelle une provocation peut entraîner un massacre massif des ouvriers juifs comme dans les raffineries de Haïffa de la part des sections arrières de leurs compagnons ouvriers arabes (quelques-uns des ouvriers arabes les plus avancés ne participèrent pas à cette action et d'autres sauvèrent les Juifs), et où il n'y a plus de lutte gréviste commune entre ouvriers juifs et arabes pour les mêmes revendications, mais au contraire où ces luttes sont menées séparément pour l'introduction de mesures de sécurité contre des attaques éventuelles. La séparation entre ouvriers arabes et juifs et la séparation entre la classe ouvrière arabe des villes les plus avancées et de leur hinterland — les pauvres des campagnes — l'un des principaux buts de la division) sont accomplies par la prétendue lutte des dirigeants féodaux arabes contre la division. La bourgeoisie arabe, dans la mesure où elle existe en Palestine en tant que classe indépendante (propriétaires de plantations de citrons et éléments urbains des villes du littoral — les adeptes de Muss el-Alami) veut l'ordre et la sécurité dans l'intérêt des affaires, mais sa « garde nationale », au cours des attaques chauvines de masse, est de moins en moins importante en comparaison des guerillas à direction féodale.

4. — Le sionisme qui semble être au zénith de ses succès diplomatiques, a réussi à aider l'impérialisme à créer une situation dans laquelle les masses juives doivent apprendre ce que veut dire être le bouc émissaire de l'impérialisme. La guerre civile actuelle, qui exacerbe à l'extrême le chauvinisme dans les masses juives est elle-même en partie la conséquence du chauvinisme sioniste qui a accompagné l'établissement d'une économie juive fermée. Si l'impérialisme a réussi à détourner de lui le mécontentement des masses arabes dans le Moyen-Orient et à le diriger contre la population juive de Palestine, la conséquence inévitable de cette guerre sera la dépendance totale du sionisme envers l'impérialisme américain.

5. — Dans ces circonstances le recul de l'influence des organisations ouvrières arabes est évident. Après être parvenues à devenir un facteur important dans la vie politique arabe, elles sont aujourd'hui presque paralysées. Nous

ne pouvons pas non plus nous attendre à ce qu'elles regagnent cette position dans le proche avenir, et ce pour les raisons suivantes :

a) La vague d'écrasement des organisations de gauche et de la classe ouvrière dans l'Orient arabe est survenue avant que celles-ci soient suffisamment fortes pour se défendre et pour maintenir leur position. Si cela a été le cas dans les centres de la classe ouvrière arabe, particulièrement en Egypte, il n'y a aucun doute que cela influence la classe ouvrière plus arriérée de Palestine.

b) Dans le proche avenir, il faut s'attendre à un déclin numérique de la classe ouvrière arabe en Palestine, premièrement à cause de la diminution du travail pour l'armée et deuxièmement à cause des arrêts de travail causés par les événements. Le chômage parmi les ouvriers arabes ne menacera pas seulement les conquêtes limitées des dernières années, mais créera un terrain fertile au chauvinisme et favorisera le recrutement des bandes à direction féodale.

c) Les staliniens arabes ont perdu une partie de leur influence politique et organisationnelle parce que les masses les considéraient comme les représentants de la Russie qui a trahi les masses arabes en favorisant la division et l'Etat juif.

d) Le chauvinisme grandissant des ouvriers juifs, l'appui ouvert du partage par les sionistes de « gauche », y compris les staliniens juifs, sont également reflétés parmi les ouvriers arabes et constituent un autre facteur qui les jette dans les bras de la réaction féodale. D'autre part, la composition sociale de la classe ouvrière arabe est aujourd'hui beaucoup plus progressive qu'elle ne l'était au début de la révolte de 1936-39. Alors qu'à cette époque les ouvriers agricoles, les employés de commerce, etc... constituaient plus de la moitié de la classe ouvrière arabe, aujourd'hui près des trois quarts des ouvriers arabes sont employés sur les chantiers gouvernementaux, dans les compagnies pétrolières et autres établissements industriels. Après la période de réaction et de recul, le point de départ sera à un niveau plus élevé qu'en 1939.

6. — Si dans le passé l'activité politique du parti révolutionnaire parmi les ouvriers juifs a été difficile à cause de la position privilégiée de ceux-ci dans l'économie fermée des Juifs, elle le sera d'autant plus aujourd'hui que cette position a été soutenue non seulement par l'impérialisme américain mais encore par la Russie. Le tournant des staliniens juifs, devenus les adeptes les plus enthousiastes de la division de la Palestine et de la création de l'Etat juif, limite encore les points de contact qui auraient pu être utilisés par le parti révolutionnaire comme point de départ pour son activité parmi les ouvriers juifs. D'autre part, l'influence accrue de la réaction féodale arabe

s'exprime par un chauvinisme accru du côté juif. Une certaine perspective de notre travail consiste dans la possibilité de gagner individuellement des staliniens qui sont demeurés fermement opposés à la division et qui peuvent par conséquent admettre la trahison de la Russie stalinienne.

7. — L'analyse précédente montre que dans le proche avenir (les prochains mois) on ne peut pas s'attendre à des actions sur une grande échelle de la part des ouvriers arabes, encore moins d'actions communes entre ouvriers arabes et juifs. Avant que ne se fasse sentir la lassitude provoquée par la détérioration de la situation économique et par l'effusion de sang et qui sera le point de départ d'une nouvelle montée révolutionnaire, il est très probable qu'il y aura un renforcement du chauvinisme et des massacres sur une grande échelle. Dans le proche avenir, notre travail sera limité essentiellement au maintien des liaisons entre les camarades arabes et juifs, à renforcer les cadres, particulièrement du côté arabe, comme base pour une activité

révolutionnaire dans l'avenir. Nous devons expliquer patiemment aux couches les plus avancées du prolétariat arabe et à l'intelligensia, que les actions militaires raciales ne font qu'agrandir le fossé entre les Juifs et les Arabes et conduisent ainsi pratiquement à la division politique ; que le facteur fondamental et que la cause principale de la division c'est l'impérialisme ; que les combats actuels ne font que renforcer l'impérialisme ; que grâce à la direction bourgeoise et féodale des pays arabes — qui est l'agent de l'impérialisme — nous avons été battus à une étape de la lutte anti-impérialiste ; et que nous devons nous préparer pour la victoire à une prochaine étape — c'est-à-dire pour l'unification de la Palestine et de l'Orient arabe en général — en créant la seule force qui puisse parvenir à ces buts : le parti prolétarien révolutionnaire unifié de l'Orient arabe. Notre succès dépendra en très grande partie de la consolidation, entre temps, des forces communistes révolutionnaires en Egypte.

Haïffa, janvier 1948.

## Notre Service de Librairie

Commandez vos livres à notre SERVICE DE LIBRAIRIE.

Lisez :

### L. TROTSKY

MA VIE, réédition de l'abrégé en un volume	120 Fr.
LE MARXISME ET NOTRE EPOQUE	30 Fr.
LEÇON D'ESPAGNE, DERNIER AVERTISSEMENT	35 Fr.
QU'EST-CE QUE LE NATIONAL-SOCIALISME	30 Fr.
LA REVOLUTION TRAHIE	100 Fr.
Les crimes de Staline	100 Fr.
Lénine (Edit. Librairie du Travail)	75 Fr.

### A. LÉON

Conception matérialisme de la question juive	90 Fr.
--	--------

### Jacqueline ROUSSEL et AHN-VAN

Mouvements nationaux et lutte de classes au Viet-Nam	50 Fr.
--	--------

L'ASSASSINAT DE LEON TROTSKY	30 Fr.
------------------------------	--------

### VICTOR SERGE

Portrait de Staline	60 Fr.
Destin d'une révolution	100 Fr.
S'il est minuit dans le siècle	90 Fr.

**Natalie SEDOVA-TROTSKY**

## Déclaration sur un "testament" de Trotsky

Dans son numéro du 21 mars de cette année, l'hebdomadaire français « France-Dimanche » a présenté à ses lecteurs un testament qui aurait été rédigé par Trotsky le 20 mai 1940. Ce testament politique attribue à Trotsky la perte de confiance en ce qui concerne la révolution socialiste et la classe ouvrière. Les éditeurs du journal s'empressent d'affirmer leur complète objectivité en publiant ce « document sensationnel ». Mais ils ne se sont pas inquiétés de m'interroger à ce sujet. Ils ont trouvé plus objectif de se référer à leur interview du 8 décembre 1946 de l'assassin « Jason-Mornard », qu'ils qualifient, répétant ainsi le mensonge du Guépéou, de collaborateur de Trotsky. Ce seul fait suffit à les stigmatiser de stipendiés de l'appareil de Staline. Les gangsters sans scrupules de la plume citent le gangster du piolet et du couteau.

L'interview du prétendu « Mornard » complété par ses « confessions » concernant le crime commis par lui huit années auparavant donnent une nouvelle version du meurtre. Le « document sensationnel » n'est que la continuation d'une longue chaîne de faux dénoncés par la commission Dewey en 1937. Le testament qui a été complètement fabriqué porte la marque inepte et maladroite d'un esprit policier borné. Il n'y a pas lieu d'être surpris que « France-Dimanche », disposant de la confiance totale de l'assassin, se trouve également dans les confidences de ses maîtres de Moscou.

L'origine du document est tout aussi mythique que le document lui-même. Selon « France-Dimanche », le testament aurait été rédigé en juillet 1940 et, dans ce même mois, un agent soviétique aurait réussi à s'en procurer une copie et à l'envoyer à Moscou. Quelle vitesse dans une question aussi délicate ! Une deuxième copie parvint aux mains des éditeurs de « France-Dimanche » il y a peu de temps, paraît-il, par l'intermédiaire de Victor

Serge (Kilbatchiche) récemment décédé. Dans ce cas, le Guépéou manifesta une lenteur incroyable. Il s'assura d'une copie de manière à confirmer par elle, en cas de besoin, l'existence du document de « France-Dimanche ». Ainsi huit années d'un silence significatif furent interrompues dans la presse vénale. L'appareil stalinien fabriqua non seulement le document, mais aussi l'occasion appropriée pour sa révélation.

L'agent soviétique se serait procuré une copie à la fin de juillet d'un « ami intime » de Trotsky. « France-Dimanche » situe de manière erronée la date de l'assassinat au 20 juillet 1940 de sorte que le document, selon ce calendrier, aurait été dérobé peu après l'assassinat. Mais Trotsky a été tué un mois plus tard. Il faut maintenant expliquer comment le vol resta inaperçu pendant tout un mois. Ni moi ni aucun des amis et collaborateurs de Trotsky avons jamais vu un tel testament ou entendu quoi que ce soit à son sujet. Mais d'une façon ou d'une autre, trois copies seraient parvenues en possession de l'écrivain Victor Serge. Comment ? Victor Serge quitta Paris en mai 1940 avant l'entrée des Allemands à Paris et, pendant des mois, il se déplaça dans le midi de la France sans avoir un domicile permanent. Serge n'émigra au Mexique qu'en septembre 1941, treize mois après la mort de Trotsky. Mais les maîtres-fausseurs se moquent de l'exactitude. La logique leur est étrangère ; ils suivent fermement la maxime d'Hitler : « plus le mensonge est grand, plus aisément on le croira ».

En outre, Trotsky avait rompu politiquement avec Serge en 1937 et l'avait vivement critiqué dans plusieurs de ses articles. Serge qui respectait beaucoup Trotsky, s'éloigna du marxisme révolutionnaire, pour autant qu'il fut jamais un véritable marxiste révolutionnaire. Pourquoi donc Serge aurait-il caché l'existence d'un document aussi important, particulièrement puisque celui-ci semblait être destiné à constituer

une « déclaration ouverte aux ouvriers du monde » ? Conformément au modèle établi dans les procès de Moscou par le Guépéou, tout tourne autour d'un témoin qu'on ne peut jamais appeler à témoigner. Victor Serge est mort.

Quel est le but poursuivi par le Guépéou en fabricant ce testament de Trotsky ? On n'a pas besoin de chercher loin. On ne devait pas seulement s'attendre à des efforts en ce sens ; on les avait prédits au moment du procès des grands criminels nazis à Nuremberg. Le procureur stalinien présent à ce procès n'osa pas relever le défi constitué par de multiples pétitions envoyées au juge-président demandant que des questions soient posées à Hess et autres pour vérifier l'exactitude des témoignages des procès de Moscou en ce qui concerne la prétendue liaison entre Trotsky et les nazis. Le silence frappant, le manque total de présentation d'un seul document qui put, même de fort loin, soutenir les machinations du Guépéou, conduisaient par avance à la conclusion que de nouveaux mensonges seraient inventés, non à la lumière du jour, mais dans des circonstances plus favorables à la fraude stalinienne. Le faux testament ne sera pas le dernier plat empoisonné cuisiné par le Guépéou. Chaque grand mensonge en exige de nouveaux, plus grands encore.

Il est évident qu'une nouvelle campagne de calomnies est mise en route, tout d'abord en France. La France est aujourd'hui le terrain d'épreuve critique du prolétariat. Ce n'est pas par hasard qu'avec le faux testament ait paru en français le livre guépéoutiste des partisans staliniens Kahn et Sayers « La grande conspiration ». Le faux testament et le livre de mensonges ont pour objet de faire diversion quant au véritable testament de Trotsky. Tout ce que celui-ci a écrit est à la disposition de la classe ouvrière mondiale à qui tout était destiné. Lorsque le pic de l'assassin entra dans le cerveau de Trotsky, son sang gicla sur son dernier ouvrage. C'était le manuscrit sur Staline. Cet ouvrage est sur le point de paraître en France. Les staliniens ont toute raison de craindre l'influence de

ce livre sur les ouvriers et sur l'opinion publique. La biographie est une partie du véritable testament de Trotsky. Les derniers mots prononcés par Trotsky sur son lit de mort, en ma présence, montrent combien l'esprit révolutionnaire de cet homme était indomptable. C'est une réponse complète à la nouvelle calomnie. « Dites à nos amis que je suis sûr de la victoire de la IV<sup>e</sup> Internationale. En avant ! »

Ce message fut immédiatement transmis par la radio et par la presse dans toutes les parties du monde. C'est le sens de ce message, renforcé par toutes les pensées vivantes du trotskysme, qui ne laisse pas les staliniens en paix. Les mensonges dans leur croissance monstrueuse où l'un nie l'autre, mais dont la fabrication cependant se poursuit fiévreusement, sont un tribut à la force des véritables idées de Trotsky. Staline voudrait bien fermer la porte du trotskysme aux ouvriers, en leur faisant penser qu'il conduit au désespoir et à la faillite. Mais c'est la porte du stalinisme qui mène à cela ! C'est précisément dans l'héritage de l'enseignement marxiste invincible, inspiré par la ferveur révolutionnaire de Trotsky que la classe ouvrière retrouvera sa confiance et sa force unifiée.

C'est en vain que les fossoyeurs staliniens de la révolution utilisent leur puissance temporaire pour enterrer la pensée gigantesque contenue dans la Révolution d'Octobre. Tous les mensonges du régime totalitaire effrayant qui sévit à présent en Russie s'écrouleront avec le régime lui-même, c'est inévitable. Le trotskysme trouvera sa propre place avec la venue d'un tournant brusque vers une nouvelle montée révolutionnaire. Le trotskysme reste le seul continuateur des grandes traditions révolutionnaires de Marx, d'Engels et de Lénine. Telle est l'essence du véritable testament de Léon Trotsky.

Natalie SEDOVA-TROTSKY.

Coyoacan, Mexico. Avril 1948.

Note. — L'auteur de cette déclaration a engagé des poursuites pour faux et usage de faux au sujet de la publication de ce prétendu « testament ».

# Staline, stratège militaire et théoricien de l'économie

par F. FOREST

Il y a un an, en février 1947, le *Bolchevik* publia une lettre adressée à Staline et la réponse de celui-ci sur la question de la théorie et de la tactique militaires. Cette lettre passa non seulement inaperçue à l'étranger mais ne fut pratiquement pas remarquée par les masses soviétiques. Contrairement à toutes les autres déclarations de Staline, la presse quotidienne ne fit aucun étalage de celle-ci. Beaucoup de ceux qui connurent l'existence de cette lettre par sa publication dans le *Bolchevik* ne se rendirent pas compte de sa signification spécifique. La revue elle-même l'indiqua discrètement dans son index annuel sous le titre de l'article sans mentionner particulièrement l'auteur. Pourtant nous ne devons pas nous laisser tromper par le manque de publicité donné à cet article de Staline. Cette lettre particulière ne fut pas seulement le signal d'un branle-bas dans les cercles militaires et dans leurs rapports avec le parti et l'Etat. Elle constitue également une révision effrontée de la conception marxiste-léniniste du rapport intégral entre la politique et la guerre.

Notre attention sur ce fait fut attirée par la publication du dernier livre de Voznessensky intitulé : « L'Economie de guerre de l'U. R. S. S. pendant la période de la guerre patriotique ». Ce livre est destiné à une large diffusion avec une première édition de 250.000 exemplaires. Dans son numéro du 15 janvier 1948 le *Bolchevik* ne consacre pas moins de 18 pages à la critique de ce livre. La *Pravda* du 3 janvier consacra presque une page entière à la critique de ce livre. Les critiques K. Ostrovityanov et M. Galaktionov le célèbrent parce qu'il ouvre « un nouveau chapitre de l'économie politique du socialisme », qui sera d'une « aide sérieuse à nos

cadres », tant pour la théorie que pour la pratique d'une « production socialiste ». En outre, cet ouvrage ne parle pas seulement de la théorie et de la pratique de la « production socialiste », mais également des questions militaires.

Voznessensky prétend que « le grand Staline inspira le peuple et l'armée et guida leurs forces vers la victoire ». Et cet admirateur de Staline conclut : « Pour de très nombreuses générations la science stalinienne, victorieuse à jamais, demeurera une source de sagesse, d'héroïsme et de noble inspiration ».

\*

La lettre de Staline que publia le *Bolchevik* (n° 3 de 1947) était datée du 23 février 1946 et répondait à une lettre du colonel Razin datée du 30 janvier 1946. Le Colonel Razin est également un professeur ayant travaillé pendant les 15 dernières années sur l'histoire de l'art militaire. Il avait prévu une œuvre en 8 volumes dont 2 avaient été publiés avant l'éclatement de guerre. Il semble maintenant que ce professeur ne peut plus continuer son œuvre avant que sa ligne ne soit redressée. Il attire l'attention de Staline sur l'article « Clausewitz et l'idéologie militaire allemande » du colonel Meshtcheryakov dans le numéro 6-7 de l'année 1945 de *Pensée militaire*. Les rédacteurs de cette revue avaient-ils raison de publier un article récusant l'estimation de Lénine sur Clausewitz ? Razin avait combattu ce point de vue déjà en 1944 lorsqu'un colonel Ban avait ouvertement déclaré qu'il fallait réviser Lénine sur cette question, alors que ce furent précisément les déclarations de Lénine sur les doctrines de Clausewitz qui l'avaient guidé lui, colonel Razin, dans son

ouvrage volumineux sur l'art militaire.

Staline commence sa lettre en déclarant qu'« à mon avis la question est mal posée... En réalité ces « déclarations » de Lénine sur la doctrine militaire de Clausewitz et sur ses œuvres n'existent pas... Contrairement à Engels, Lénine ne se considérait pas comme un expert dans les questions militaires ». En outre, ajoute-t-il, même Engels avait tort lorsqu'il jugeait par exemple que le général Barclay-de-Tolly était le seul, durant la période de 1812, digne d'attention alors qu'en fait il savait, dit Staline, que Koutouzov le dépassait de beaucoup.

Ayant ainsi réglé le sort d'Engels et de Lénine, Staline continue : il est vrai que Lénine avait fait l'éloge de Clausewitz mais Lénine envisageait cette question en tant qu'homme politique et non en tant que militaire. Lénine avait simplement attiré l'attention sur le fait que ce bourgeois avait prouvé un postulat marxiste, à savoir que la guerre était la continuation de la politique par d'autres moyens. Ayant ainsi rendu hommage à Lénine sur la question des rapports entre la politique et la guerre, Staline passe à la discussion de la stratégie militaire en la séparant de la politique. Il prétend que Clausewitz est dépassé ; il était le « représentant de la période manuelle de la guerre. Maintenant nous sommes dans la période de la machine ». Il ne faut pas seulement désavouer Clausewitz mais également Moltke, Ludendorff et Keitel. Durant les trente dernières années ceux-ci ont perdu deux guerres ; nous n'avons rien à apprendre d'eux. L'ouvrage de Razin est trop général ; il comporte « trop de philosophie et trop de stipulations abstraites... il y manque une partie sur la contre-attaque... ».

Finalement, pour être absolument certain que le colonel Razin ne cherchera pas à se protéger en chantant les louanges du « grand Staline », celui-ci devenu soudainement modeste, déclare que « le bruit des dithyrambes en l'honneur de Staline irrite les oreilles — cette lecture vous embarrasse ».

Naturellement cette nouvelle modestie est respectée exactement comme Staline l'entendait par les critiques du livre de Voznessensky : « Cet ouvrage montre clairement le rôle du parti, le rôle du grand chef du parti et de la nation soviétique, le camarade Staline, dans la période

de la grande guerre patriotique ».

Nous apprenons maintenant que « la deuxième guerre mondiale coïncidant historiquement avec la Guerre Patriotique de l'Union Soviétique contre l'Allemagne hitlérienne, résultait de la deuxième crise du système d'économie capitaliste ». Dans sa propre lutte contre le fascisme l'Union Soviétique sut comment il fallait profiter de la lutte entre le capitalisme démocratique et le fascisme.

La condition décisive de la victoire, poursuivent Ostrovityanov et Galaktionov, a été l'économie planifiée. Ensuite ils citent Voznessensky : « Le génie de Staline est personifié dans les Plans Quinquennaux ».

En outre, nous apprenons de Voznessensky que « la théorie de l'économie de guerre du socialisme a été créée par les œuvres de notre chef le grand Staline ». Ainsi nous avons non seulement « l'économie du socialisme » mais « l'économie de guerre du socialisme ».

Dans son étude, Voznessensky a trouvé que « les lois économiques du socialisme » ont joué également pendant la guerre, « bien que sur un territoire limité », comme en témoigna la très rapide croissance de l'industrie dans l'Oural et en Sibirie. Nous sommes ainsi parvenus à une nouvelle étape dans la « théorie » du « socialisme dans un seul pays », celle du socialisme dans un territoire limité !

Dans sa critique, le *Bolchevik* prétend que « l'expression concrète de la reproduction élargie socialiste se trouve dans l'équilibre de l'économie nationale de l'U.R.S.S. », c'est-à-dire dans l'équilibre des diverses branches de la production. Ce rapport entre les diverses branches de la production et la « reproduction socialiste » élargie, est-il souligné, a été découvert pour la première fois par Staline il y a 18 ans dans sa conférence aux agronomes marxistes.

Cette conférence fut traitée comme il convenait par Trotsky dans son article : « Staline théoricien ». Nous ajouterons seulement que, bien que le maréchal Staline ne soit pas d'envergure théorique plus grande que le Secrétaire général Staline, le Maréchal Staline est beaucoup plus dangereux pour les masses qui s'efforcent de mettre fin au militarisme et à la politique et à l'économie capitalistes.

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### Etats-Unis

La campagne menée par le S. W. P. (organisation trotskyste des Etats-Unis) pour la candidature du camarade Farrell Dobbs à la présidence des Etats-Unis et de la camarade Grace Carlson pour la vice-présidence a été inaugurée le 15 mai par une déclaration radiodiffusée sur la chaîne nationale de la N. B. C. prononcée par le candidat lui-même. La présentation de cette candidature a été faite par le camarade James P. Cannon, secrétaire général du S. W. P. Un autre discours de F. Dobbs fut diffusé sur le réseau ABC le 29 mai.

Le **Socialist Workers Party** a reçu des centaines de lettres à la suite de ces deux émissions. Le courrier est venu de 38 états, avant tout de gens

qui, jusqu'alors, n'avaient pas encore entendu parler du S. W. P.

A l'occasion du Congrès de S. W. P., les candidats et le camarade Cannon à nouveau présenteront à la radio le programme du parti sur 3 réseaux nationaux. Des tournées sont organisées à travers tout le pays.

La loi américaine exige plusieurs milliers de signatures dans chaque état pour pouvoir faire acte de candidature. Nos camarades en ont déjà obtenu un nombre suffisant pour les états de Michigan, New Jersey et Pennsylvanie. Ils poursuivent leurs travaux pour assurer la campagne dans au moins six autres états.

### Hollande

La section hollandaise de la IV<sup>e</sup> Internationale participe aux élections parlementaires du début de juillet.

Deux listes sont présentées, une à Amsterdam, ayant à sa tête le camarade Santen, secrétaire général du parti, et une à Rotterdam, ayant à sa tête le camarade Kruidhof, docker, militant syndical connu des ouvriers du grand port.

Des panneaux, des affiches et des inscriptions sur les murs à Amsterdam et à Rotterdam popularisent les mots d'ordre du parti : Contre le blockage des salaires, pour le contrôle ouvrier, pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour l'indépendance complète de

l'Indonésie, pour la solidarité internationale des travailleurs, pour les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe.

Depuis le début de la campagne, le journal du parti « De Tribune » paraît chaque semaine sur 2 pages, l'une servant d'affiche. Des milliers de tracts sont diffusés parmi les ouvriers des deux grandes villes de Hollande.

Le gouvernement a autorisé des discours de 5 minutes en pleine rue, comme c'est la coutume en Hollande.

La participation du parti à la campagne électorale a été chaleureusement accueillie par tous les milieux avancés du prolétariat d'Amsterdam et de Rotterdam, ainsi que de toute la Hollande.

### Pérou

Lima, 26 avril. — Notre insécurité a commencé avec l'arrestation du militant du P. O. R. Nelson Capelline, dirigeant des ouvriers mineurs de Bolivie qui, expulsé de Bolivie, son pays natal, à la suite de la défaite de la grève générale fin 1947, réside à Lima. Au bout de quelques mois de liberté à Lima, le gouvernement péruvien l'arrêta, probablement en complicité avec le gouvernement de Bolivie, l'accusant d'être un « agitateur international ».

La police a arrêté le camarade Leoncio Bueno, éditeur de « Revolucion », le 24 avril. Le camarade Bueno a été arrêté dans son usine, il est tenu **incomunicado** et nous ne connaissons pas son sort. Jusqu'ici nous ne connaissons pas les accusations qui sont portées contre lui. Ni la presse stalinienne, ni la presse réactionnaire n'ont parlé de ces mesures policières. L'arrestation du camarade Bueno doit être considérée comme le début de la campagne anti-communiste du gouvernement péruvien.

## Les savants et la bombe atomique

La division du travail capitaliste dans sa « rationalisation » pousse à l'absurde la séparation du travail manuel et du travail intellectuel et signifie ainsi une mutilation permanente de l'homme. En même temps elle exacerbe à l'extrême l'impuissance de l'homme devant ses propres créations. La même impuissance que les ouvriers de l'usine atomique d'**Oak Bridge** ressentent devant les produits de leur travail, les spécialistes les plus savants de la physique nucléaire le ressentent devant ce produit monstrueux de la société contemporaine : la guerre mondiale. Tandis que la réalité sociale qu'ils vivent quotidiennement oblige les ouvriers à s'inspirer dans leurs rapports avec les patrons des principes de la sociologie scientifique, les savants en question, dans leurs rapports avec la société, continuent à s'inspirer de normes abstraites dont la validité a autant de rapports avec la réalité sociale que la cosmographie antique avec les lois d'Einstein.

Einstein lui-même est une victime tragique de la mutilation capitaliste. Ce maître incontesté de la physique contemporaine devant les phénomènes sociaux ne se comporte pas différemment qu'un enfant devant les phénomènes naturels. La menace de la bombe atomique provient donc de ce que « les hommes sont aveuglés par les passions » (1). D'après lui, ce sont l'effroi et l'anxiété généralisés qui « provoquent la haine et l'agression ». « La mentalité de l'homme a été corrompue en s'adaptant aux buts et aux activités de guerre ». Les idées et les sentiments humains sont ainsi arrachés à leur réalité et à leur causalité matérielle et opposés à l'homme et son destin sous forme de mystérieuses et incontrôlables forces d'épouvante.

La réalité sociale qui n'a pas été comprise par la raison égarée ne se laisse certes pas transformer par elle. Voulant enchaîner la guerre atomique au moyen de la « bonne volonté », Einstein verra, demain sa propre volonté pacifiste balayée par la guerre. Aussi est-ce un spectacle plutôt lamentable

que de le voir rédiger avec d'autres hommes de sciences éminents ce « **projet de Constitution mondiale** » destiné à consacrer le « gouvernement mondial » qui devra empêcher l'humanité de périr dans une nouvelle guerre (2). Ce projet modeste comporte une « déclaration des droits et des devoirs » qui proclame à la fois « l'émancipation du travail de toute exploitation » et le « droit à la propriété privée, corporative ou (1) collective », « subordonnée au bien commun (1) ». Il prévoit une « République fédérale du Monde » avec son propre président, son gouvernement, son Conseil, son Tribunal Suprême et sa Chambre de tutelle. Ce dernier organisme, composé de six membres du Conseil, élu par le Conseil et par le Tribunal (à l'exception de la première élection à laquelle le Tribunal ne doit pas participer), aura « le contrôle et l'emploi des forces armées de la République Fédérale du Monde ». On voit que les savants, auteurs de cette Constitution, ont tout calculé de la façon la plus minutieuse : les séparations des pouvoirs, les modalités d'élection, les cas de contestations, même pour les variantes les plus invraisemblables. La seule chose qui manque, dans ce projet, c'est un exposé succinct des moyens à utiliser pour sa réalisation. Nous attendrons avec impatience qu'on nous explique, par exemple, comment amener la bourgeoisie américaine à abandonner ses investissements en Amérique latine « à l'intérêt commun ». Il sera également aisé de prouver que Staline se sentira demain mieux protégé par le Tribunal Mondial Suprême que par le Guépéou. Et les capitalistes du monde entier préféreront sans doute bientôt les bons conseils des professeurs américains à leurs profits insignifiants... Il suffit de suivre les rapports entre le Département d'Etat et l'Etat réactionnaire grec pour se rendre compte de l'incurable utopie qu'on nous propose ici. Car, même dans ce cas extrême où une bourgeoisie « nationale » est devenue absolument impuissante et littéralement condamnée à vivre uniquement des miettes que lui jette son protecteur yankee, elle n'en garde pas

(1) *Bulletin of Atomic Scientists*, January 1948. A. Einstein : « A plea for international Understanding ».

(2) *Bulletin of Atomic Scientists*, May 1948 : « A preliminary Draft of a World Constitution ».

moins, jusqu'à la minute ultime de son agonie, les traits de sa propre classe, avec ses propres appétits et ses intérêts « nationaux » qui s'opposent à chaque pas à ceux de son protecteur puissant, démontrant ainsi que non seulement un « gouvernement mondial » est une utopie sous le capitalisme, d'Etats bourgeois liés par des besoins mais que même, une simple fédération communs immédiats est irréalisable parce qu'aucune classe sociale n'abdique volontairement la moindre parcelle de son pouvoir fondamental.

Ajoutons à cela les contradictions encore mille fois plus insurmontables entre la bourgeoisie et le prolétariat de chaque pays ; entre les bourgeoisies métropolitaines et les peuples coloniaux ; entre l'impérialisme mondial et la bureaucratie stalinienne ... et on se rend compte combien le « projet » de Messieurs les savants atomistes frise l'inconscience totale.

Or, voici que quatre savants de l'U. R. S. S., Vavilof, Frumkin, Joffe et Semyonof, ont décidé de répondre à Einstein, mais loin de placer le problème dans son cadre scientifique, ils se contentent dans leur « Lettre Ouverte » (3) de dénoncer quelques machinations de l'impérialisme yankee et en arrivent aux conclusions suivantes aussi fortement empreintes d'inconscience que les déclarations d'Einstein : « la collaboration politique et (1) économique entre des Etats de structure sociale... différente n'est pas impossible à condition de prendre en considération sobrement (1) ces différences » ; la seule voie de solution des conflits internationaux, c'est de rester fidèle au « principe de l'unanimité des grandes puissances au sein du Conseil de Sécurité »... Ce qui est grave, ce n'est pas tellement le fait que ces pauvres savants soviétiques sont obligés, par ceux qui tiennent leur plume, de s'en tirer avec une misérable prouette propagandiste que personne ne prend plus au sérieux, mais que la lettre des savants russes fait preuve d'une effective incompréhension totale du problème d'une Fédération Mondiale des Peuples, c'est qu'ils s'acharnent non contre la forme utopique que les savants américains donnent à l'idée d'un Gouvernement Mondial, mais contre cette idée en soi. Einstein a par conséquent parfaitement raison quand il rappelle dans sa réponse aux savants soviétiques (4) que, dès sa fondation — c'est-à-dire il y a près de 30 ans ! — l'Internationale Communiste avait proclamé que le développement mondial des forces productives exigeait de façon urgente leur organisation à l'échelle mon-

diale. Il a également raison d'y ajouter que l'Etat national sous sa forme actuelle est aujourd'hui un élément de décomposition et de chaos social à l'échelle mondiale, aussi nocif que l'anarchie de la production. Il oublie seulement d'ajouter que l'anarchie de la production mondiale, tout comme l'Etat national, en tant que moteur du chaos mondial sont des formes inextricables de la société capitaliste et que, sans la destruction de cette société, il est aussi impossible de les surmonter que de libérer l'énergie de l'atome sans toucher à son noyau. De même, Vavilof et ses infortunés amis s'abstiennent soigneusement de poser la destruction du capitalisme mondial comme condition nécessaire et suffisante à l'élimination du danger d'une guerre atomique.

C'est ainsi qu'Einstein et Vavilof se rencontrent en réalité sur le même terrain. La désintégration de l'atome, cette formidable révolution technique, constitue la démonstration la plus évidente de l'insurmontable contradiction qui existe aujourd'hui entre le capitalisme qui se survit et les intérêts les plus élémentaires de l'humanité. Elle a proclamé dans un langage menaçant, que si l'homme ne se libère pas de ses chaînes sociales, le monde sera « libéré » de l'homme par la bombe atomique. Face à ce danger, la pensée révolutionnaire doit se hisser audacieusement à la hauteur des besoins pressants du présent comme à celle des possibilités grandioses de l'avenir. Mais la pensée des petits-bourgeois, même les mieux intentionnés, n'est capable que de se perdre dans les banalités, quand elle ne sombre pas dans un pessimisme absurde. Là où elle ne saisit que la forme creuse des idées sociales, elle devient elle-même un jouet de la réalité sociale dominante. Les spéculations juridiques des savants américains seront utilisées demain par Wall Street pour accentuer leur campagne d'hystérie guerrière, tout comme l'évangile de la « souveraineté nationale » des savants russes, après avoir couvert l'oppression nationale introduite par la bureaucratie stalinienne en Europe orientale, s'inscrira sur les bannières de la croisade anti-soviétique. Aucune idée constructive ne peut plus se formuler en partant de la préoccupation du conservatisme social. Seul le programme de la révolution socialiste est aujourd'hui une opposition réaliste à la menace atomique. Il conduira à un véritable gouvernement mondial des travailleurs où la guerre sera bannie du globe. Pour le préparer, ce n'est ni « aux hommes de bonne volonté » ni « au Conseil de Sécurité de l'O. N. U. » qu'il faut s'adresser. Il faut se tourner vers les prolétaires et les exploités de tous les pays et, en participant activement à toutes leurs luttes, élever leur conscience à la compréhension claire du but communiste de leur mouvement.

H. VALLIN.

## " Quatrième Internationale "

s'efforce de paraître régulièrement chaque mois sur 40 pages avec la collaboration des militants les plus responsables de la IV<sup>e</sup> Internationale et du mouvement trotskyste. En même temps paraissent, comme organes de la IV<sup>e</sup> Internationale :

« Die Internationale », en allemand, et  
« IVa Internazionale », en italien.

QUATRIEME INTERNATIONALE pour subsister et s'améliorer, a besoin de l'aide matérielle active de tous les militants et amis du mouvement de la IV<sup>e</sup> Internationale, des pays de langue française notamment.

SOUSCRIVEZ DES ABONNEMENTS A « QUATRIEME INTERNATIONALE » ET FAITES SOUSCRIRE VOS AMIS. INTERESSEZ-VOUS A SA DIFFUSION ET A SA CIRCULATION.

### ABONNEMENTS

Les six numéros :

200 francs français — 10 francs suisses — 60 francs belges

### CORRESPONDANCE

Mademoiselle Weill, Boîte postale 124 - PARIS-15<sup>e</sup>

Mlle Weill, boîte postale 124, C.C.P. N° 5672-07

Imprimerie Spéciale de la Quatrième Internationale.

(3) Bulletin of Atomic Scientists, February 1948. S. Vavilof, A. N. Frumkin, A. F. Joffe, N. N. Semyonof : « Open Letter to Dr. Einstein ».

(4) Bulletin of Atomic Scientists, February 1948 : « A Reply to the Soviet Scientists ».

PRIX : 35 FRANCS